

République Démocratique
du Congo **2005**



ROJETS

Procédure d'appel Global



République Démocratique
du Congo **2005**



R**ROJETS**

Procédure d'appel Global



Procédure d'appel global (CAP)

Le CAP est beaucoup plus qu'un appel de fonds. Il s'agit d'un cycle de programme global, qui consiste à assurer:

- La planification stratégique menant à un plan d'action humanitaire commun (CHAP);
- La mobilisation des ressources (en vue d'une Procédure d'appel global ou d'un Appel éclair);
- La mise en œuvre coordonnée du programme;
- Le contrôle de l'exécution du projet et son évaluation;
- Sa révision si nécessaire;
- Le compte-rendu des résultats.

Le CHAP est la formulation d'un plan stratégique de réponse humanitaire dans un pays ou une région donnée. Il comprend les éléments suivants :

- Analyse commune du contexte dans lequel l'action humanitaire a lieu;
- Evaluation des besoins;
- Définition des scénarios : meilleur, pire et plus probable;
- Planification de la division du travail;
- Enoncé précis des objectifs et des buts à long terme;
- Planification des besoins prioritaires;
- Cadre relatif au suivi de la stratégie et à sa mise à jour si nécessaire.

Le CHAP constitue le point de départ pour le développement d'un appel global ou d'un appel éclair lorsque des crises surviennent ou des catastrophes naturelles se produisent. Le CHAP peut également servir de référence pour les organisations qui décident de ne pas lancer un appel de fonds par le biais d'une structure commune. Sous la conduite du coordonnateur humanitaire, le CHAP est rédigé au niveau du terrain par l'équipe de pays du Comité permanent inter-agences (IASC). L'équipe de pays IASC rassemble les agences de l'ONU et d'autres invités comme l'Organisation Internationale pour les Migrations, le Mouvement de la Croix Rouge et les organisations non-gouvernementales (ONG) qui appartiennent à l'ICVA, à Interaction ou au SCHR. Les non-membres de IASC, tels que les ONG nationales, peuvent être inclus. D'autres acteurs importants de l'action humanitaire, tels que les gouvernements hôtes et les donateurs, doivent être consultés.

Le coordonnateur humanitaire est responsable de la préparation annuelle du document d'appel global. L'Appel est lancé généralement en novembre pour accroître les possibilités de plaider et de mobilisation de ressources. Une mise à jour – l'examen semestriel – est présentée aux donateurs chaque année au mois de juin.

Les donateurs fournissent directement les ressources financières aux agences afin de donner suite à leurs projets. Le service chargé du suivi des contributions financières (FTS), placé sous le contrôle du Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), maintient une base de données permettant de vérifier les contributions des donateurs. Ces données sont disponibles sur le site Internet : www.reliefweb.int/fts

En résumé, **le CAP est un instrument permettant à la communauté humanitaire d'assister les populations en détresse et de leur fournir dans les meilleurs délais la protection et l'assistance dont elles ont besoin.**

ORGANISATIONS PARTICIPANT AUX APPELS GLOBAUX POUR L'ANNEE 2005:

AAH	CPA-LIRA	HIA	Non-Violence Int'l	TEWPA
ABS	CPAR	Horn Relief	NPA	UNAIDS
ACF/ACH	CPCD	HWA	NRC	UNDP
ACTED	CRC	IFRC	OCHA	UNESCO
ADRA	CREAF	ILO	OCPH	UNFPA
Africare	CRS	IMC	OHCHR	UN-HABITAT
Alisei	DDG	INTERMON	Open Continent	UNHCR
AMREF	DENAL	INTERSOS	Orphan's Aid	UNICEF
ARC	DRC	IOM	OXFAM-GB	UNIFEM
Atlas Logistique	EMSF	IRC	PAPP	UNMAS
AVSI	ERM	IRIN	PIN	UNODC
CAM	FAO	Islamic Relief	PRC	UNRWA
CARE Int'l	Fondn. Suisse Déminage	JVSF	RUFUO	UNSECOORD
CARITAS	GAA	KOC	SBF	VESTA
CEASOP	GPI	LIBA	SCF / SC-UK	VETAID
CESVI	HA	LSTG	SCU	WACRO
CIRID	HABEN	MAG	SERLO	WANEP/APDH
COLFADHEMA	Handicap Int'l	Mani Tese	SFP	WFP
COMED	HDIG	MAT	Solidarités	WHO
COOPI	HDO	MDA	TASO	WV Int'l
CORDAID	HFe.V	NE	TEARFUND	

TABLE DES MATIÈRES

TABLEAU II. LISTE DES PROJETS, PAR ORGANISATION.....	iv
TABLEAU III. LISTE DES PROJETS, PAR SECTEUR	x
FICHES DE PROJET	1
<i>Santé</i>	<i>1</i>
<i>Sécurité Alimentaire.....</i>	<i>14</i>
<i>Abris et Biens non Alimentaires.....</i>	<i>24</i>
<i>Eau et Assainissement</i>	<i>25</i>
<i>Protection, Droits de l'Homme et Principes Légaux.....</i>	<i>26</i>
<i>Éducation.....</i>	<i>35</i>
<i>Sécurité du Personnel et des Opérations</i>	<i>36</i>
<i>Coordination et Services de Soutien</i>	<i>37</i>
<i>Lutte Anti-Mines.....</i>	<i>40</i>
<i>Multi-Secteur</i>	<i>50</i>
ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS	53

Table II : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par organisation
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 1 de 6

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds Requis
ACF/USA			
DRC-05/A01 (FR)	AGRICULTURE	Amélioration de la sécurité alimentaire des populations affectées à Malemba Nkulu, Nord Katanga	750 000
DRC-05/A02 (FR)	AGRICULTURE	Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en zones post conflit en Equateur	1 500 000
DRC-05/H13 (FR)	SANTE	Projet de réhabilitation nutritionnelle d'urgence	790 000
Sous-total ACF/USA			3 040 000
COLFADHEMA			
DRC-05/MA04 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Formation des animateurs à la sensibilisation au danger des mines et des UXO	124 223
Sous total COLFADHEMA			124 223
CORDAID			
DRC-05/H14 (FR)	SANTE	Projet relatif à la nutrition et à la réhabilitation agricole à Sankuru, au nord de la province du Kasai	845 645
Sous total CORDAID			845 645

Table II : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par organisation
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 2 de 6

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds Requis
FAO			
DRC-05/A06 (FR)	AGRICULTURE	Mise en place de stocks stratégiques pour une réponse rapide en soutien à la production alimentaire des ménages affectés par les conflits et catastrophes naturelles	1 875 000
DRC-05/A04 (FR)	AGRICULTURE	Réhabilitation des voies de dessertes agricoles et de commercialisation	2 125 000
DRC-05/A05 (FR)	AGRICULTURE	Relance de la production agricole auprès des familles ayant des enfants mal nourris	4 500 000
DRC-05/A07 (FR)	AGRICULTURE	Soutien à la coordination des opérations agricoles d'urgence et renforcement du système d'information, d'alerte rapide et d'évaluation de la sécurité alimentaire	813 200
DRC-05/A03 (FR)	AGRICULTURE	Soutien au mécanisme de survie par la fourniture urgente d'intrants agricoles aux familles vulnérables dans une situation post-conflits	3 240 000
Sous-total FAO			12 553 200
Fondation Suisse pour le Déminage			
DRC-05/MA03 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Lutte antimines au Sud Kivu	2 082 000
Sous-total Fondation Suisse pour le Déminage			2 082 000
IOM			
DRC-05/P/HR/RL06 (FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Assistance à la réintégration des veuves et orphelins des ex-soldats	480 000
DRC-05/P/HR/RL07 (FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Retour des réfugiés et réhabilitation des infrastructures communautaires dans le Nord-Est du Katanga (Pweto)	1 508 000
Sous-total IOM			1 988 000
KOC			
DRC-05/MA10 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Assistance médicale et orthopédique aux victimes des mines et UXOs	124 895
Sous-total KOC			124 895

Table II : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par organisation
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 3 de 6

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds Requis
MAT			
DRC-05/MA02 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Dépollution des mines et UXOs en Equateur, Prvince Orientale et Katanga	1 579 681
DRC-05/MA09 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Education aux risques des mines des communautés locales en Province Orientale et au Kananga	541 610
Sous-total MAT			2 121 291
OCHA			
DRC-05/CSS01(FR)	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Coordination de l'aide humanitaire	7 496 000
DRC-05/CSS02 (FR)	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Mécanismes de Réponse Rapide	3 038 500
Sous-total OCHA			10 534 500
HCDH			
DRC-05/P/HR/RL04 (FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Assistance aux acteurs nationaux dans la promotion et protection des droits de l'homme en RDC (HCDH DRC/01/RB4)	1 999 226
DRC-05/P/HR/RL05(FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Observatoire des prisons et lieux de détention	195 264
Sous-total HCDH			2 194 490
PNUD			
DRC-05/P/HR/RL09 (FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Protection et sécurisation des déplacés de guerre	1 500 000
Sous-total UNDP			1 500 000
PNUD/UNSECOORD			
DRC-05/S01(FR)	SECURITE	Maintenir la sécurité à l'est de la RDC	660 000
Sous-total UNDP/UNSECOORD			660 000

Table II : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par organisation
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 4 de 6

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds Requis
UNFPA (FNUAP)			
DRC-05/H06 (FR)	SANTE	Amélioration des soins obstétricaux de base et d'urgence dans 6 Zones de Santé de la province Katanga (Nord) et du Sud Kivu affectées par les conflits	1 145 000
DRC-05/H07 (FR)	SANTE	Prévention du VIH/SIDA parmi les personnes en tenue (hommes et femmes) des forces de l'ordre et les jeunes	860 000
DRC-05/P/HR/RL02 (FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Identification des caractéristiques des personnes déplacées dans les Provinces du Maniema, Equateur, et Province Orientale	585 000
Sous-total UNFPA			2 590 000
UNHCR			
DRC-05/MS01 (FR)	MULTI-SECTOR	Protection Internationale et Assistance Humanitaire de Base aux Réfugiés et Rapatriés en RDC. Poursuite des Solutions Durables telles que le Rapatriement Volontaire et l'Intégration Locale	17 054 107
DRC-05/MS02 (FR)	MULTI-SECTOR	Retour et assistance à la réintégration initiale des réfugiés de la République Démocratique du Congo	15 604 492
Sous-total for UNHCR			32 658 599

Table II : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par organisation
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 5 de 6

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds Requis
UNICEF			
DRC-05/E01 (FR)	EDUCATION	Education de base dans l'urgence	2 698 864
DRC-05/S/NF01 (FR)	ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES	Assistance d'urgence aux populations déplacées et retournées	5 994 318
DRC-05/H08 (FR)	SANTE	Campagne d'accélération vaccinale	2 977 273
DRC-05/H09 (FR)	SANTE	Contrôle de la rougeole	5 710 227
DRC-05/H10 (FR)	SANTE	Réhabilitation nutritionnelle	3 744 318
DRC-05/H11 (FR)	SANTE	Soins de santé primaire d'urgence	4 318 182
DRC-05/MA01 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Déminage et éducation aux risques des mines	1 022 727
DRC-05/P/HR/RL03 (FR)	PROTECTION/ DROITS DE L'HOMME/ PRINCIPES LEGAUX	Prévention et réduction des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants dans les situations d'urgence	3 056 818
DRC-05/P/HR/RL01 (FR)	PROTECTION/ DROITS DE L'HOMME/ PRINCIPES LEGAUX	Réunification des enfants non accompagnés déplacés de guerre et /ou de catastrophes naturelles	1 802 233
DRC-05/WS01 (FR)	EAU ET ASSAINISSEMENT	Eau et assainissement dans l'urgence	3 295 454
Sous-total for UNICEF			34 620 414
UNIFEM			
DRC-05/P/HR/RL08 (FR)	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Promouvoir les droits humains des femmes dans un contexte de violences sexo-spécifiques et VIH /SIDA	594 000
Sous-total for UNIFEM			594 000

Table II : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par organisation
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 6 de 6

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds Requis
UNMAS			
DRC-05/MA05 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Campagne de sensibilisation au danger des mines / UXOs en RDC	50 797
DRC-05/MA08 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Centre de lutte antimines en RDC	1 837 000
DRC-05/MA07 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Urgence déminage en RDC	3 245 000
DRC-05/MA06 (FR)	LUTTE ANTI-MINES	Pré-enquête sur l'impact des mines UXOs	2 071 400
Sous-total for UNMAS			7 204 197
WFP			
DRC-05/CSS03 (FR)	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Service aérien pour les opérateurs humanitaires en RDC)	2 218 500
DRC-05/F01 (FR)	ASSISTANCE ALIMENTAIRE	Intervention prolongée de secours et de redressement en faveur des populations affectées par les conflits armés (PRRO 10288)	66 548 312
Sous-total for WFP			68 766 812
WHO (OMS)			
DRC-05/H03 (FR)	SANTE	Appui au développement du Paquet Minimum d'Activités de santé en situation d'urgence en RDC	4 897 200
DRC-05/H01(FR)	SANTE	Contrôle du paludisme en situation d'urgence	3 749 856
DRC-05/H04 (FR)	SANTE	Coordination des programmes de santé en situation d'urgence en RDC	583 000
DRC-05/H12 (FR)	SANTE	Eradication de la poliomyélite	5 300 000
DRC-05/H05 (FR)	SANTE	Préparation aux épidémies et riposte	1 060 000
Sous-total for WHO			15 590 056
WHO/UNFPA (OMS/FNUAP)			
DRC-05/H02 (FR)	SANTE	Prévention et réponse aux violences sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et enfants dans les provinces du Katanga, Maniema et du Sud Kivu.	1 206 810
Sous- total WHO/UNFPA			1 206 810
Total Global			200 999 132

Table III : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Listes des Projets – par secteur
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 1 de 4

Code du projet	Agence	Activité	Fonds Requis
AGRICULTURE			
DRC-05/A01 (FR)	ACF/USA	Amélioration de la sécurité alimentaire des populations affectées à Malemba Nkulu, Nord Katanga	750 000
DRC-05/A06 (FR)	FAO	Mise en place de stocks stratégiques pour une réponse rapide en soutien à la production alimentaire des ménages affectés par les conflits et catastrophes naturelles	1 875 000
DRC-05/A02 (FR)	ACF/USA	Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en zones post conflit en Equateur	1 500 000
DRC-05/A04 (FR)	FAO	Réhabilitation des voies de dessertes agricoles et de commercialisation	2 125 000
DRC-05/A05 (FR)	FAO	Relance de la production agricole auprès des familles ayant des enfants mal nourris	4 500 000
DRC-05/A07(FR)	FAO	Soutien à la coordination des opérations agricoles d'Urgence et renforcement du système d'information, d'alerte rapide et d'évaluation de la sécurité alimentaire	813 200
DRC-05/A03 (FR)	FAO	Soutien au mécanisme de survie par la fourniture urgente d'intrants agricoles aux familles vulnérables dans une situation post-conflits	3 240 000
Sous-total AGRICULTURE			14 803 200
COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN			
DRC-05/CSS01(FR)	OCHA	Coordination de l'aide humanitaire	7 496 000
DRC-05/CSS02 (FR)	OCHA	Mécanismes de Réponse Rapide	3 038 500
DRC-05/CSS03 (FR)	PAM	Service aérien pour les opérateurs humanitaires en RDC	2 218 500
Sous-total COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN			12 753 000
EDUCATION			
DRC-05/E01 (FR)	UNICEF	Education de base dans l'urgence	2 698 864
Sous-total EDUCATION			2 698 864
ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES			
DRC-05/S/NF01 (FR)	UNICEF	Assistance d'urgence aux populations déplacées et retournées	5 994 318
Sous-total ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES			5 994 318

Table III : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par secteur
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 2 de 4

Code du projet	Agence(s)	Activité	Fonds Requis
ASSISTANCE ALIMENTAIRE			
DRC-05/F01 (FR)	PAM	Intervention prolongée de secours et de redressement en faveur des populations affectées par les conflits armés (PRRO 10288)	66 548 312
Sous-total ASSISTANCE ALIMENTAIRE			66 548 312
SANTE			
DRC-05/H06 (FR)	FNUAP	Amélioration des soins obstétricaux de base et d'urgence dans 6 Zones de Santé de la province Katanga(Nord) et du Sud Kivu affectées par les conflits	1 145 000
DRC-05/H03 (FR)	OMS	Appui au développement du Paquet Minimum d'Activités de santé en situation d'urgence en RDC	4 897 200
DRC-05/H08 (FR)	UNICEF	Campagne d'accélération vaccinale	2 977 273
DRC-05/H09 (FR)	UNICEF	Contrôle de la rougeole	5 710 227
DRC-05/H01(FR)	OMS	Contrôle du paludisme en situation d'urgence	3 749 856
DRC-05/H04 (FR)	OMS	Coordination des programmes de santé en situation d'urgence en RDC	583 000
DRC-05/H12 (FR)	OMS	Eradication de la poliomyélite	5 300 000
DRC-05/H05 (FR)	OMS	Préparation aux épidémies et riposte	1 060 000
DRC-05/H07 (FR)	UNFPA	Prévention du VIH/SIDA parmi les personnes en tenue (hommes et femmes) des forces de l'ordre et les jeunes	860 000
DRC-05/H02 (FR)	OMS/UNFPA	Prévention et réponse aux violences sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et enfants dans les provinces du Katanga, Maniema et du Sud Kivu.	1 206 810
DRC-05/H13 (FR)	ACF/USA	Projet de réhabilitation nutritionnelle d'urgence	790 000
DRC-05/H14 (FR)	CORDAID	Projet relatif à la nutrition et à la réhabilitation agricole à Sankuru, au nord de la province du Kasai	845 645
DRC-05/H10 (FR)	UNICEF	Réhabilitation nutritionnelle	3 744 318
DRC-05/H11 (FR)	UNICEF	Soins de santé primaire d'urgence	4 318 182
Sous-total HEALTH			37 187 511

Table III : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par secteur
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 3 de 4

Code du projet	Agence(s)	Activité	Fonds Requis
LUTTE ANTI-MINES			
DRC-05/MA10 (FR)	KOC	Assistance médicale et orthopédique aux victimes des mines et UXOs	124 895
DRC-05/MA05 (FR)	UNMAS	Campagne de sensibilisation au danger des mines / UXOs en RDC	50 797
DRC-05/MA08 (FR)	UNMAS	Centre de lutte antimines en RDC	1 837 000
DRC-05/MA01 (FR)	UNICEF	Déminage et éducation aux risques des mines	1 022 727
DRC-05/MA02 (FR)	MAT	Dépollution des mines et UXOs en Equateur, Prvince Orientale et Katanga	1 579 681
DRC-05/MA09 (FR)	MAT	Education aux risques des mines des communautés locales en Province Orientale et au Kananga	541 610
DRC-05/MA04 (FR)	COLFADHEMA	Formation des animateurs à la sensibilisation au danger des mines et des UXO	124 223
DRC-05/MA03 (FR)	Fondation Suisse pour le Déminage	Lutte antimines au Sud Kivu	2 082 000
DRC-05/MA07 (FR)	UNMAS	Urgence déminage en RDC	3 245 000
DRC-05/MA06 (FR)	UNMAS	Pré-enquête sur l'impact des mines UXOs	2 071 400
Sous-total LUTTE ANTI-MINES			12 679 333
MULTI-SECTEUR			
DRC-05/MS01 (FR)	UNHCR	Protection Internationale et Assistance Humanitaire de Base aux Réfugiés et Rapatriés en RDC. Poursuite des Solutions Durable telles que le Rapatriement Volontaire et l'Intégration Locale	17 054 107
DRC-05/MS02 (FR)	UNHCR	Retour et assistance à la réintégration initiale des réfugiés de la République Démocratique du Congo	15 604 492
Sous-total MULTI-SECTEUR			32 658 599

Table III : Appel global
République Démocratique du Congo 2005
 Liste des Projets – par secteur
 au 20 Octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel.

Page 4 de 4

Code du projet	Agence(s)	Activité	Fonds Requis
PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX			
DRC-05/P/HR/RL06 (FR)	IOM	Assistance à la réintégration des veuves et orphelins des ex-soldats	480 000
DRC-05/P/HR/RL04 (FR)	HCDH	Assistance aux acteurs nationaux dans la promotion et protection des droits de l'homme en RDC (HCDH DRC/01/RB4)	1 999 226
DRC-05/P/HR/RL02 (FR)	FNUAP	Identification des caractéristiques des personnes déplacées dans les Provinces du Maniema, Equateur, et Province Orientale	585 000
DRC-05/P/HR/RL05(FR)	HCDH	Observatoire des prisons et lieux de détention	195 264
DRC-05/P/HR/RL03 (FR)	UNICEF	Prévention et réduction des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants dans les situations d'urgence	3 056 818
DRC-05/P/HR/RL08(FR)	UNIFEM	Promouvoir les droits humains des femmes dans un contexte de violences sexo-spécifiques et VIH /SIDA	594 000
DRC-05/P/HR/RL09 (FR)	PNUD	Protection et sécurisation des déplacés de guerre	1 500 000
DRC-05/P/HR/RL07 (FR)	IOM	Retour des réfugiés et réhabilitation des infrastructures communautaires dans le Nord-Est du Katanga ; (Pweto)	1 508 000
DRC-05/P/HR/RL01 (FR)	UNICEF	Réunification des enfants non accompagnés déplacés de guerre et /ou de catastrophes naturelles	1 802 233
Sous-total PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX			11 720 541
SECURITE			
DRC-05/S01(FR)	PNUD/UNSECOORD	Maintenir la sécurité à l'est de la RDC	660 000
Sous-total SECURITE			660 000
EAU ET ASSAINISSEMENT			
DRC-05/WS01(FR)	UNICEF	Eau et assainissement dans l'urgence	3 295 454
Sous-total EAU ET ASSAINISSEMENT			3 295 454
Grand Total			200 999 132

SANTÉ

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Contrôle du paludisme en situation d'urgence
Code du projet	DRC-05/H01
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité due au paludisme et au risque d'épidémie de paludisme dans les zones sélectionnées
Bénéficiaires	Habitants des zones sectionnées
Partenaires d'exécution	MSP, ONG et communautés
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	3 749 856 US\$

Résumé

Le paludisme est l'une des principales causes de maladies et de décès en RDC. Chaque année, plus de 10 millions de personnes en sont atteintes avec 500 000 décès (MSP-OMS, 2003). Les principales victimes sont les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. La lutte contre le paludisme en RDC, surtout à l'est du pays, est entravée par l'apparition de souches de *Plasmodium Falciparum* chimiorésistantes, du délabrement des infrastructures, l'instabilité du personnel formé et la faible participation communautaire. A travers ce projet, l'OMS compte renforcer la lutte pour la réduction de la morbi-mortalité due au paludisme et au risque d'épidémie. Ce projet répond aux priorités de la stratégie humanitaire commune.

Principales activités

- Appuyer techniquement la task force contre le paludisme.
- Former 200 infirmiers chef de poste pour la prise en charge des cas de paludisme simple et grave au niveau des structures sanitaires.
- Approvisionner les structures sanitaires en médicaments efficaces pour le traitement du paludisme.
- Fournir des moustiquaires Imprégnées au niveau communautaire et mettre en place un programme d'information, éducation, et communication (IEC) dans 50 zones de santé.

Résultats attendus

- Amélioration de la coordination entre les partenaires du FRP.
- Bonne prise en charge des cas de paludisme au niveau des CS et HGR.
- Mise à disposition des structures sanitaires des médicaments efficaces contre le paludisme.
- Bonne formation du personnel dans la prise en charge du paludisme.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Expertise en santé	483 000
Coûts de mise en oeuvre	2 250 000
Coûts de fonctionnement	483 000
Coordination, suivi et élaboration du rapport	321 600
Coûts d'appui au projet	212 256
TOTAL	3 749 856

SANTÉ

Agences	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP) ET ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Prévention et réponse aux violences sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et aux enfants dans les provinces du Katanga, Maniema et du Sud Kivu
Code du projet	DRC-05/H02
Secteur	Santé
Objectif	Prévenir et prendre en charge les victimes de violences sexuelles dans les provinces ciblées
Bénéficiaires	5 000 victimes de violences sexuelles habitant les zones de santé sélectionnées
Partenaires d'exécution	Autres agences des Nations Unies, Ministère de la Santé, de la Condition Féminine, des Affaires Sociales, des Droits Humains, ONG et communautés
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	1 206 810 US\$

Résumé

Les violences sexuelles perpétrées contre les femmes et les filles ont constitué une véritable arme de guerre en RDC. Les victimes se comptent par milliers. L'OMS a déjà bénéficié d'un financement finlandais qui a permis un projet pilote dans les zones de santé de Kindu et Kalémie. L'UNFPA a fourni des kits de santé reproductive dans la zone de santé de Kindu. Ce projet vient renforcer le projet d'initiative conjointe des Nations Unies et le projet conjoint UNFPA-UNICEF. Il répond aux priorités de la stratégie humanitaire commune, il permettra de consolider les acquis et de les diffuser dans les autres zones de santé de la province du Maniéma, du Katanga et Sud Kivu.

Principales activités

- Sensibiliser les leaders politiques administratifs, traditionnels, militaires et religieux en vue de soutenir la lutte contre les violences sexuelles.
- Diffuser des informations sur les services existants aux victimes et les données sur les violences sexuelles.
- Améliorer les capacités de prise en charge médico-sanitaires et psychologique au niveau des structures sanitaires des zones sélectionnées.
- Soutenir les réseaux et les structures communautaires pour la réintégration des victimes de violences sexuelles.

Résultats attendus

Le résultat attendu est une réduction des cas de violence sexuelle faite aux femmes. Les leaders seront sensibilisés, les victimes prises en charge médicalement et socialement intégrées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Expertise en santé	103 500
Coûts de mise en oeuvre	724 500
Coûts de fonctionnement	207 000
Coordination, suivi et élaboration du rapport	103 500
Coût d'appui au projet	68 301
TOTAL	1 206 810

SANTÉ

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Appui au développement du Paquet Minimum d'Activités de santé en situation d'urgence en RDC
Code du projet	DRC-05/H03
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer au développement du Paquet Minimum d'Activités de santé dans les situations d'urgences en RDC
Bénéficiaires	Populations habitant les zones de santé sélectionnées
Partenaires d'exécution	MSP, ONG, agences des Nations Unies.
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	4 897 200 US\$

Résumé

La RDC a adopté une politique des soins de santé primaires. Néanmoins, le pays éprouve d'énormes difficultés à répondre aux besoins croissant de la population. Les problèmes majeurs de santé auxquels la population congolaise est confrontée consistent dans la résurgence de multiples épidémies, la recrudescence des maladies émergentes et ré émergentes (essentiellement les maladies infectieuses et parasitaires). A ceci s'ajoute l'inaccessibilité de l'écrasante majorité de la population de l'est aux soins de santé en général et aux médicaments essentiels en particulier. A travers ce projet, l'OMS compte assister le Ministère de Santé Publique (MSP) dans sa politique de santé, et notamment les soins de santé primaires et le développement des Zones de santé.

Principales activités

- Diffuser le guide technique de mise en œuvre du PMA dans les zones de santé sélectionnées.
- Former 200 infirmiers chefs de poste dans la prise en charge et la prévention des principales maladies.
- Approvisionner les structures sanitaires de base en médicaments essentiels et en matériel éducatif.

Résultats attendus

- Diffusion du guide technique.
- Augmentation de l'accessibilité des populations aux soins de santé de base de qualité.
- Approvisionnement en ME des structures sanitaires de base.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Expertise en santé (coût partiellement couvert par ECHO)	350 000
Coûts de mise en oeuvre	3 500 000
Coûts de fonctionnement	350 000
Coordination, suivi et élaboration du rapport	420 000
Coûts d'appui au projet	277 200
TOTAL	4 897 200

SANTÉ

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Coordination des programmes de santé en situation d'urgence en RDC
Code du projet	DRC-05/H04
Secteur	Santé
Objectif	Faciliter la coordination des activités de santé en situation de crise, la collecte et le partage de l'information et l'évaluation des besoins sanitaires d'urgence en RDC
Bénéficiaires	Populations habitant les zones de sélectionnées
Partenaires d'exécution	MSP, ONG, agences des Nations Unies
Durée du projet	Janvier 2005 - décembre 2006
Fonds requis	583 000 US\$

Résumé

La violence durant ces dernières années a entraîné des millions de déplacés et de décès en RDC et a accentué la faiblesse des capacités du système de santé. L'arrivée des organisations humanitaires a contribué à la prise en charge d'une partie des populations vulnérables mais n'a pas porté à une approche commune ou à l'utilisation de protocoles standardisés, notamment dans le domaine de la santé. En outre, la diffusion de l'information entre partenaires est très limitée. Des sources de financement diverses ont permis à l'OMS d'initier ce projet en 2003. Cet année ce projet permettra de consolider les acquis et de faciliter la coordination des activités de santé en situation de crise, la collecte et le partage de l'information et l'évaluation continue des besoins sanitaires d'urgence en RDC.

Principales activités

- Collecter, analyser et diffuser l'information à travers les partenaires.
- Organiser des missions d'évaluation des besoins de santé.
- Elaborer des guides techniques, des protocoles et du matériel d'IEC à distribuer aux partenaires.
- Organiser 6 ateliers de planification des activités de santé en situation d'urgence à l'intention des cadres nationaux et des chargés de programme des organisations humanitaires.

Résultats attendus

Les activités vont produire de régulières réunions de coordination, une collecte et partage réguliers de l'information, une évaluation continue des besoins sanitaires humanitaires, une dissémination des guides techniques et des protocoles au niveau des partenaires, ainsi que des ateliers de planification des activités.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Expertise en santé	75 000
Coûts de mise en oeuvre	350 000
Coûts de fonctionnement	75 000
Coordination, suivi et élaboration du rapport	50 000
Coûts d'appui au projet	33 000
TOTAL	583 000

SANTÉ

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Préparation et riposte aux épidémies
Code du projet	DRC-05/H05
Secteur	Santé
Objectif	Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies à potentiel épidémique
Bénéficiaires	Population de toute la RDC
Partenaires d'exécution	MSP, ONG
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	1 060 000 US\$

Résumé

Les épidémies de choléra, de méningite, de rougeole et de maladies émergentes sont fréquentes parmi les populations de la RDC. En 2003, plus de 190 épidémies ont été signalées. Le déplacement de centaines de milliers de personnes, la malnutrition, l'effondrement du système de santé et des programmes de contrôle des vecteurs et le faible taux de couverture vaccinal favorisent les épidémies. Malgré les efforts consentis par les acteurs, des milliers de personnes sont affectés par ces maladies. Dans ce contexte, l'OMS a l'intention de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité dues aux épidémies en renforçant les capacités et les mesure de préparation et de riposte. Ce qui est en ligne avec la stratégie humanitaire commune.

Principales activités

- Former 1 000 personnels locaux et des ONG dans la préparation et la riposte aux épidémies.
- Supporter la mobilisation communautaire pour faire face aux épidémies.
- Fournir 200 documents sur la définition de cas, la prise en charge des cas et la gestion des épidémies.
- Fournir des kits d'urgence, du matériel de prélèvement et de transport des produits biologiques, ainsi que des vaccins au niveau des IPS et des zones de santé.

Résultats attendus

- Capacité renforcée des cellules de lutte contre les épidémies.
- Le personnel local et des ONG formés dans la préparation et la riposte aux épidémies.
- Documents traitant de la définition de cas, la prise en charge des cas et la gestion des épidémies disponibles.
- Des kits d'urgence, du matériel de prélèvement et de transport des produits biologiques, des vaccins disponibles au niveau des IPS et des zones de santé.
- Le SNIS renforcé.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Expertise en santé	150 000
Coûts de mise en oeuvre	700 000
Coûts de fonctionnement	50 000
Coordination, suivi et élaboration du rapport	100 000
Coûts d'appui au projet	60 000
TOTAL	1 060 000

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP)
Titre du projet	Amélioration des soins obstétricaux de base et d'urgence dans 6 zones de santé des provinces du Katanga (Nord) et du Sud Kivu affectées par les conflits
Code du projet	DRC-05/H06
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle et néonatale
Bénéficiaires	Toutes les femmes enceintes de chaque zone de santé (estimées à 5 000/zone, soit un total de 30 000 femmes), et leurs nouveaux-nés
Partenaires d'exécution	OMS, le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR), les autorités sanitaires locales et provinciales, les ONG nationales et internationales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	1 145 000 US\$

Résumé

L'objectif de ce projet est de réduire la morbidité / mortalité maternelle et néonatale dans six zones de santé sélectionnées par le biais des services qualifiés lors de l'accouchement, l'amélioration des soins obstétriques de base et complets ainsi que l'amélioration du système de référence. Ce projet est cohérent avec les priorités identifiées dans la stratégie humanitaire commune, les objectifs de la réponse sectorielle ainsi qu'avec le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR). Ce projet sera complémentaire des activités d'autres agences humanitaires dans la région et de ce fait augmentera la couverture et l'accès aux soins de santé, plus particulièrement les soins de la santé maternelle. En outre, selon la réponse sectorielle, l'appui se fera à travers les structures sanitaires existantes, selon les politiques, les normes et les protocoles en vigueur.

Principales activités

- Réhabiliter, équiper et approvisionner en médicaments pour la santé de la reproduction les 6 maternités d'hôpitaux (une par zone de santé).
- Réhabiliter, équiper et approvisionner les 30 maternités des Centres de Santé (5 par zone de santé).
- Former/recycler le personnel de santé aux soins obstétriques de base ou d'urgence selon le niveau de soins.
- Développer les conditions de prévention des infections dans les maternités.
- Soutenir le développement d'un système de référence fonctionnel (transport, système de communication, etc.).
- Soutenir les activités à base communautaire (plaidoyer et sensibilisation des leaders et les traditional birth attendants (TBA) pour améliorer la référence en temps opportun vers les structures de référence).

Résultats attendus

- Prise en charge correcte et dans des conditions sanitaires acceptables des accouchements et des complications obstétricales et néonatales.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	114 500
Coût de mise en œuvre	801 500
Coût de fonctionnement	57 250
Coût administratif	171 750
TOTAL	1 145 000

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP)
Titre du projet	Prévention du VIH/SIDA parmi les personnes en tenue (hommes et femmes), les forces de l'ordre et les jeunes
Code du projet	DRC-05/H07
Secteur	Santé
Objectif	Renforcer les activités de prévention du VIH/SIDA parmi les personnes en tenue et les jeunes dans les provinces du Nord Katanga et du Sud Kivu
Bénéficiaires	2 000 personnes en tenue et 5 000 membres de leur famille et 5 000 jeunes hommes et femmes du Katanga (Nord) et Sud Kivu
Partenaires d'exécution	Ministère de la Défense, de la Santé (y compris au niveau provincial), Ministère des Affaires Humanitaires, MONUC, ONG nationales et internationales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	860 000 US\$

Résumé

Le taux moyen national d'infections au VIH est de 4,9% mais les données existantes suggèrent des taux élevés de prévalence des IST et VIH/SIDA dans les provinces de l'est affectées par le conflit. Bien que peu de données existent sur ces groupes de population, des enquêtes dans 7 autres pays dont certains impliqués dans le conflit en RDC ont démontré qu'ils constituent des groupes à risque avec des taux de prévalence parmi les personnes en tenue variant entre de 50 et 80%. Malgré l'insuffisance des données, à ce jour peu d'attention a été apportée à la prévention du VIH/SIDA parmi les forces de l'ordre (hommes et femmes) et les jeunes, ce qui constitue néanmoins une priorité pour les humanitaires.

L'objectif du projet de l'UNFPA est de réduire les risques de transmission du VIH/SIDA, prévenir et traiter les IST, et renforcer la cohésion sociale des communautés. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/SIDA ainsi que dans le Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS). Il répond à la stratégie humanitaire commune du secteur santé.

Principales activités

- Conduire des études initiales et de fin de projet sur les connaissances, attitudes et pratiques au sein des personnes en tenue et des jeunes des deux provinces.
- Former 200 éducateurs parmi les hommes et femmes en tenue ainsi que 500 éducateurs pour les jeunes sur la communication/information et le changement de comportement.
- Mettre en place des campagnes d'information et de mobilisation sociale contre les IST/VIH/SIDA (radio, leaders communautaires, ONG locales, etc).
- Soutenir 4 structures de santé (2 par province) des forces de l'ordre (PF, dépistage et traitement des IST, intégration d'un service de conseil et de dépistage volontaire VIH).
- Soutenir 6 centres de santé (3 par province) pour la sensibilisation aux problèmes des jeunes et leur prise en charge (PF, dépistage et traitement des IST, intégration d'un service de conseil et de dépistage volontaire VIH).
- Mettre à disposition des préservatifs féminins et masculins.

Résultats attendus

Les risques de transmission du VIH/SIDA sont réduits et les IST sont correctement traitées parmi les jeunes et les membres des forces de l'ordre (hommes et femmes) du Nord Katanga et du Sud Kivu.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	86 000
Coût de mise en œuvre	602 000
Coût de fonctionnement	43 000
Coût administratif	129 000
TOTAL	860 000

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Campagne d'accélération vaccinale
Code du projet	DRC-05/H08
Secteur	Santé
Objectif	Renforcer la couverture vaccinale pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes dans les zones prioritaires
Bénéficiaires	563 000 enfants de moins de 5 ans et 120,000 femmes enceintes dans 19 zones de santé avec faibles couvertures vaccinales
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec OMS et les ONG partenaires (MSF, MEDAIR, MERLIN)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	2 977 273 US\$

Résumé

Des énormes efforts ont été faits durant 2004 pour le renforcement du programme élargi de vaccination (PEV) routine par tous les partenaires impliqués dans le PEV en RDC. Toutefois, beaucoup reste à faire pour atteindre les couvertures vaccinales acceptables dans bien des zones de santé, particulièrement les zones nouvellement accessibles à l'action humanitaire pendant cette période de transition. Durant les années de guerre, l'infrastructure sanitaire a été détruite ou pillée. A ce jour, les plus grands problèmes restent l'approvisionnement permanent en vaccins et en matériels d'inoculation, l'accès limité aux services de vaccination, et surtout le manque de stratégies alternatives pour atteindre les non atteints. En 2004, UNICEF et ses principaux partenaires (ONG et MSP), ont mené des campagnes d'accélération vaccinale dans 13 zones de santé avec des résultats très encourageants. L'accélération vaccinale permet non seulement une augmentation importante de la couverture vaccinale mais aussi un renforcement du PEV de routine. Les résultats obtenus ont généré un intérêt grandissant parmi de nouveaux partenaires (non traditionnel) du PEV. Cette stratégie permet une bonne porte d'entrée du PEV de routine dans ces zones encore d'accès difficile. Fort de cette expérience, UNICEF et ses partenaires se proposent de continuer en 2005 les accélérations vaccinales dans d'autres zones de santé avec de faibles couvertures vaccinales et d'accès difficile où des stratégies alternatives sont nécessaires pour atteindre les non-atteints.

Principales activités

- Vacciner tous les enfants de moins de 5 ans dans 19 zones de santé à faible couverture vaccinale avec tous les antigènes du PEV trois fois durant l'année.
- Vacciner toutes les femmes enceintes dans les mêmes 19 zones de santé au moins deux fois contre le tétanos.
- Distribuer chez ces enfants et femmes enceintes du fer folique, mébendazole et des moustiquaires imprégnées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Vaccins	550 000
Matériels d'injection	295 000
Chaîne de froid et équipements	125 000
Micro planification et formation	65.000
Surveillance et évaluation de la campagne	35.000
Mobilisation sociale (mission de plaidoyers, diffusion locale, diffusion nationale, avec mobilisation sociale)	100.000
Logistiques (transport et distribution du matériel médical)	400 000
Suivi et monitoring UNICEF RDC	50 000
Coûts opérationnels, incluant les ressources humaines (équipe de vaccinateurs, pointeurs, ..)	1 000 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	357 273
TOTAL	2 977 273

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Contrôle de la rougeole
Code du projet	DRC-05/H09
Secteur	Santé
Objectif	Réduire de 90% la morbidité et de 95% la mortalité dues à la rougeole d'ici 2008
Bénéficiaires	Vacciner au cours de campagnes de rattrapage au moins 95% des 6 millions enfants âgés de 6 mois à 15 ans, dans les provinces Orientale et de l'Equateur.
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec l'OMS et les ONG partenaires (MSF, CARITAS)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	5 710 227 US\$

Résumé

La rougeole reste parmi les premières causes de mortalité et de morbidité chez les enfants de moins de cinq ans. Chaque année sont dénombrés plus de 30 millions de cas de rougeole et environ 875 000 décès, soit 50 à 60 % de 1,6 millions de décès causés par les maladies infantiles évitables par la vaccination. En RDC, la rougeole reste responsable de plus de 50% de la mortalité chez les enfants. En 2003, plus de 59 000 cas de rougeole étaient déclarés dans le système d'informations sanitaires. Elle constitue donc un problème de santé publique. Grâce aux fonds alloués par le CAP 2004, l'UNICEF/OMS et ses partenaires ont vacciné 10 500 000 enfants contre la rougeole. En vue de réduire l'impact de cette maladie sur la santé de sa population, le Gouvernement de la RDC a souscrit aux objectifs mondiaux de contrôle de la rougeole et dispose grâce au soutien des partenaires d'un plan quinquennal. L'UNICEF/ OMS proposent de poursuivre les efforts consentis en 2004.

Principales activités

- Renforcement du PEV de routine.
- Renforcement de la surveillance.
- Organisation d'une seconde opportunité de vaccination sous forme de campagnes.
- Amélioration de la prise en charge des cas, y compris supplémentation de la vitamine A.

Résultats attendus

- Existence d'un plan de contingence pour les épidémies et désastres naturels les plus fréquents
- Taux de couverture de vaccination de la rougeole (9 mois à 15 ans) > 90% par province ciblée
- % des épidémies confirmées dans les 48 heures
- % des épidémies déclarées ayant reçu une réponse dans les 7 jours (quand le seuil des cas déclarés dépasse le seuil d'urgence)

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Vaccins anti rougeoleux	1 250 000
Matériels d'injection	680 000
Chaînes de froid et équipements	850 000
Micro planification et formation	245 000
Mobilisation sociale (missions de plaidoyers, diffusion locale, diffusion nationale, avec mobilisation sociale,...)	150 000
Surveillance et évaluation de la campagne	200 000
Supervision et suivi	100 000
Transport (ravitaillement, circuit vaccination, collecte de données)	450 000
Coûts opérationnels, incluant les ressources humaines (15,000 locaux équipes de vaccinateurs, pointeurs, mobilisateurs)	1 100 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	685 227
TOTAL	5 710 227

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Réhabilitation nutritionnelle
Code du projet	DRC-05/H10
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à prévenir et à alléger les souffrances humaines en réduisant les taux de mortalité et de morbidité liée à la malnutrition aiguë dans le pays
Bénéficiaires	80 000 mal nourris aigus sévères, en particulier les femmes et les enfants
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec le PAM, la FAO et les ONG partenaires (SCF, Caritas, MSF, Solidarités, ..)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	3 744 318 US\$

Résumé

En permettant aux populations vulnérables et notamment aux familles de mal nourris aigus d'acquérir une certaine autosuffisance alimentaire, il sera possible de limiter fortement et durablement le taux de rechute enregistré dans les centres de nutrition. C'est pourquoi l'UNICEF a développé, en collaboration avec le PAM et la FAO, un programme intégré Nutrition/ Sécurité Alimentaire à l'est du pays. En 2005, il est prévu de poursuivre l'intégration des activités de sécurité alimentaire dans tous les centres nutritionnels du pays. UNICEF se propose de poursuivre ces activités dans le domaine de la nutrition en renforçant son objectif principal qui est la diminution de la mortalité infantile.

Principales activités

- Réalisation de 10–20 enquêtes nutritionnelles afin d'assurer un suivi de la situation nutritionnelle.
- Amélioration du dépistage et de la surveillance nutritionnelle par la formation et la mise en place d'outils afin d'augmenter l'accès et la prise en charge adaptée des mal nourris aigus aux centres nutritionnels.
- Réhabilitation légère de 30 centres afin d'assurer une prise en charge dans des conditions optimales.
- Fourniture entre autres de lait thérapeutique, de médicaments essentiels adaptés au traitement des pathologies associées pour 90 centres de nutrition thérapeutique et 50 centres de nutrition supplémentaire qui assurent le traitement de 80 000 enfants mal nourris aigus sévères.
- Diffusion de 5000 exemplaires du protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë afin d'assurer une prise en charge de qualité des mal nourris et formations organisées concernant l'application de ce protocole.
- Renforcement institutionnel des normes standardisées en nutrition et des commissions de coordination nutrition entre les acteurs humanitaires et autorités locales.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Soutien à la réalisation d'enquête nutritionnelle	50,000
Lait thérapeutique et Biscuit énergétique BP5 / UNIMIX	1 975 000
Kits anthropométriques, d'équipements et médicaux	350 000
Formation, incluant l'assistance technique	300 000
Support aux centres nutritionnels, incluant la réhabilitation	100 000
Support pour le renforcement de la coordination entre les intervenants et les interventions	100 000
Logistiques (transport et distribution du matériel médical)	420 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	449 318
TOTAL	3 744 318

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Soins de santé primaire d'urgence
Code du projet	DRC-05/H11
Secteur	Santé
Objectif	Réduire le taux de mortalité et de morbidité des populations vulnérables accessibles affectées par la guerre et/ou les catastrophes naturelles, en particulier les femmes et les enfants
Bénéficiaires	2 millions de personnes vulnérables affectées par la guerre et/ou les catastrophes naturelles, en particulier les femmes et les enfants dans 10 zones de santé prioritaires
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec l'OMS et les ONG partenaires (CRS, Caritas, MSF, ..)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	4 318 182 US\$

Résumé

Une réponse mieux ciblée et surtout plus rapide aux enfants et aux femmes vivant dans une situation critique a pu être réalisée grâce aux fonds mobilisés dans le cadre du CAP 2004. 200 structures de santé ont reçu un soutien en médicaments essentiels couvrant les besoins de 2 millions de personnes, un soutien logistique a été apporté à la distribution de médicaments essentiels dans 100 structures de santé additionnelles, un stock de pré-positionnement d'urgence de 175 MTs d'intrants nécessaires à la lutte contre le choléra a été fourni à 80 structures sanitaires, 200 sources d'eau ont été réhabilitées et/ou construites. Pour 2005, la stratégie d'intervention de l'UNICEF sera adaptée aux changements que connaît le pays et en conformité avec les priorités du CHAP. En effet, tout en poursuivant l'appui d'urgence, le bureau développera une approche basée sur l'identification de zones géographiquement importantes pour le développement et la réunification du pays en apportant une assistance multi-sectorielle. L'UNICEF se propose, avec la collaboration de l'OMS, de poursuivre les efforts entrepris.

Principales activités

- Approvisionner en médicaments essentiels et équipements de base les structures sanitaires.
- Établir des plans de contingence et de réponses pour les épidémies les plus fréquentes telles que le choléra.
- Réhabiliter les structures de santé (petit œuvre).
- Former le personnel de santé.

Résultats attendus

- Existence d'un plan de contingence pour les épidémies et désastres naturels les plus fréquents.
- Réponse à l'épidémie dans les 7 jours quand le seuil des cas déclarés dépasse le seuil d'urgence.

Indicateurs: % d'accès des populations des zones prioritaires aux SSP ; nombre de personnel former sur le SSP; nombre de structures de santé réhabilitées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Kit médical d'urgence	1, 200,000
Réhabilitation des structures sanitaires vétustes	800,000
Contrôle et traitement du choléra	500,000
Formation	300,000
Logistiques (transport et distribution du matériel médical)	500,000
Suivi et monitoring UNICEF RDC	200,000
Coûts logistiques	300,000
Coûts indirects de l'appui au programme*	518 182
TOTAL	4 318 182

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

SANTÉ

Agences	SOCIÉTÉ CIVILE, COMMUNAUTÉS, AGENCES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES, ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES (ONG)
Titre du projet	Initiative conjointe de prévention et de réponse aux violences sexuelles faites aux femmes, jeunes et enfants
Code du projet	Des fiches de projet ont été présentées séparément dans le CAP
Secteur	Santé
Objectifs	Contribuer à la prévention et à la prise en charge des violences sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et aux enfants dans les provinces post-conflit ainsi qu'à la réintégration familiale et communautaire des victimes de violences sexuelles
Bénéficiaires	Femmes, jeunes et enfants victimes de violences sexuelles et leurs familles
Partenaires d'exécution	Agences du système des Nations Unies, ONG nationales et internationales, société civile, gouvernement et communautés
Durée du projet	26 mois
Budget total	US\$ 30 300 000
Fonds déjà mobilisés	US\$ 1 196 500
Fonds requis	US\$ 29 103 500 (<i>Certains projets développés dans le cadre de cette Initiative conjointe sont inclus dans le CAP. Le montant global du CAP n'inclut pas ce budget sollicité</i>)

Résumé

L'Initiative Conjointe faite suite à une mission conjointe effectuée par les Agences du SNU, le Gouvernement, les ONG dans 7 provinces du pays en vue d'apprécier l'ampleur du phénomène à la suite de rapports alarmants transmis par les intervenants sur le terrain. La présente intervention vise la prévention et une réponse holistique aux besoins des violences sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et aux enfants ainsi qu'à la réintégration des victimes des violences sexuelles. Les activités du projet visent à améliorer la prévention et la prise en charge des cas de violences sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et aux enfants par le renforcement des capacités de veille et de réponse médico-sanitaire, psychosociale, juridique/sécuritaire et socio-économique.

Dans le cadre de ce programme, l'OMS, l'UNIFEM, l'UNICEF et le PNUD ont reçu des fonds et ont commencé les activités sur le terrain.

Principales activités

- Mettre en place une base de données sur les violences sexuelles.
- Sensibiliser les communautés, faire le plaidoyer auprès des décideurs politiques, des leaders d'opinion, des leaders traditionnels ainsi que les autorités militaires (volet plaidoyer).
- Renforcer les capacités techniques des structures et de prise en charge fondée sur l'approche basée sur les droits de victimes des violences sexuelles (Volet médico-sanitaire).
- Renforcer les réseaux communautaires et les capacités des acteurs sociaux, familiaux et communautaires (Volet psychosocial).
- Soutenir la réforme du droit congolais et les structures chargées de l'administration de la justice (Volet judiciaire et protection).

Résultats attendus

Les résultats attendus sont: (i) mise en place d'une base de données sur les violences sexuelles, (ii) prise de conscience améliorée de décideurs et leaders d'opinion sur les violences sexuelles, (iii) meilleure prise en charge médico-sanitaire des victimes, (iv) prise en charge psychosociale et économique, (v) une assistance juridique et judiciaire, (vii) réinsertion familiale et communautaire.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Volet technique et coordination (y compris le personnel)	900 000
Volet santé	11 391 000
Volet judiciaire	5 750 000
Volet sécurité	2 400 000
Volet psychosocial	8 662 500
TOTAL	29 103 500

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Eradication de la poliomyélite
Code du projet	DRC-05/H12
Secteur	Santé
Objectif	Renforcer les acquis du programme d'éradication de la poliomyélite en maintenant les standards de performance et l'absence de circulation du poliovirus sauvage
Bénéficiaires	Populations habitant les zones sélectionnées (approximativement 5 millions d'enfants de moins de 5 ans)
Partenaires d'exécution	MSP, UNICEF
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	5 300 000 US\$

Résumé

Depuis 1998, la RDC est engagée dans l'Initiative d'Eradication de la Poliomyélite. Malgré les difficultés liées à la période de guerre et la partition du pays, des Journées Nationales de Vaccination contre la polio ont pu être menées depuis 1999 sur l'ensemble du territoire. Le système de surveillance appuyé par l'OMS reste satisfaisant, comme l'a confirmé une évaluation externe menée en 2002. Le système doit continuer, afin d'identifier éventuelles importations du virus polio dans un pays où le dernier cas de poliovirus sauvage a été notifié en décembre 2000. Ce système pourra aussi éventuellement certifier l'absence de poliomyélite. En 2004, deux pays voisins (Tchad et Sudan) ont identifiés de nouveaux cas. Des insuffisances significatives d'immunité existent en raison de l'instabilité continue et de l'inaccessibilité de certaines populations. Il est indispensable que toutes les activités supplémentaires de vaccination (SIAs) soient de la plus haute qualité possible afin d'augmenter le niveau d'immunité de la population.

Ce projet permettra d'une part de mener des Journées Locales de Vaccination dans les zones à haut risque mais aussi de se doter des moyens appropriés pour riposter à une éventuelle épidémie. Il y a actuellement 162 membres du personnel local, 8 internationaux, des consultants et milliers de volontaires qui travaillent pour protéger les 13 millions d'enfants de moins de cinq ans contre la poliomyélite. L'OMS a un bureau principal à Kinshasa et de nombreux de terrain dans tout le pays.

Principales activités

Finaliser la formulation du plan d'action JLV 2005.

Acquérir les intrants nécessaires à la campagne.

Mettre en œuvre la campagne dans les zones à haut risque.

Evaluer la campagne ;

Mettre en œuvre le plan de riposte en cas de découverte d'un poliovirus sauvage.

Résultats attendus

- Des Journées Locales de Vaccination de qualité ont été organisées dans les 3 zones à haut risque et approximativement 5 millions d'enfants de moins de 5 ans correctement vaccinés.
- Les équipes médicales disposent de moyens adéquats pour faire face à une éventuelle épidémie.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines (expertise, formation et inventives)	800 000
Coûts de mise en œuvre (vaccins, chaîne de froid, etc.)	3 500 000
Coûts de fonctionnement (transport, provision & équipement,	700 000
Coûts d'appui au projet	300 000
TOTAL	5 300 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
Titre du projet	Intervention prolongée de secours et de redressement en faveur des populations affectées par les conflits armés (PRRO 10288)
Code du projet	DRC-05/F01
Secteur	Assistance Alimentaire
Objectif	Améliorer et/ou maintenir l'accès des ménages à la nourriture afin de préserver l'état nutritionnel des populations cibles. Améliorer l'accès des communautés cibles aux actifs durables. Contribuer à l'amélioration du taux de fréquentation, d'assiduité et de réussite des élèves cibles.
Bénéficiaires	1,260,000 personnes, dont 747.330 enfants, 412.710 femmes et 99960 hommes
Partenaires d'exécution	COOPI, OXFAM, HCR, MSF, AAA, ECC, CESVI, HDW, ADSSE, IRC, ATLAS Logistique, Première Urgence, Malteser, FOLECO, APRODEC, AMOCONGO, ...
Durée du projet	Janvier 2004 – décembre 2005 (deux ans)
Budget total	161 411 106 US\$
Fonds requis (2005)	66 548 312 US\$

Résumé

L'aide alimentaire du PAM va contribuer à l'allègement de la souffrance humaine, grâce aux activités de secours, notamment la fourniture de vivres aux enfants et femmes mal nourries aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, aux enfants abandonnés et aux personnes âgées indigentes. Elle aidera aussi les communautés à créer des actifs durables dans le domaine de la sécurité alimentaire grâce aux activités de redressement, telles que les Vivres Contre Travail et Vivres Pour Formation.

Principales activités

- Fourniture d'une ration alimentaire, conformément au protocole national, aux enfants de moins de 5 ans, les mères allaitantes et les femmes enceintes mal nourries dans les Centres de Supplémentation et Thérapeutiques (CST).
- Vivres Contre Travail / Vivres Pour Formation pour les familles des enfants mal nourris et autres ménages indigents (populations déplacées internes [PDI], retournés et populations hôtes).
- Distributions générales de vivres aux PDI et réfugiés.
- Rations pour accompagner/faciliter la réinstallation des personnes déplacées dans les milieux ruraux.
- Cantines scolaires d'urgence.
- Fourniture d'une ration alimentaire aux plus pauvres parmi les personnes vivant avec le VIH/SIDA et autres maladies chroniques, aux enfants et personnes âgées abandonnés, ainsi qu'aux enfants associés aux forces combattantes.

Résultats attendus

- Amélioration de la disponibilité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations cibles.
- Amélioration de l'accès des communautés cible aux actifs durables, y compris formation et la réhabilitation des infrastructures communautaires.
- Amélioration du taux de fréquentation, d'assiduité et de réussite de 100 000 élèves.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Total de l'aide alimentaire	22 229 384
Frais de transport, assurance	8 161 966
Coût LTSH	19 530 174
ODOC	1 375 407
Coûts directs (DSC)	10 897 753
Coûts indirects	4 353 628
TOTAL	66 548 312

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ACTION CONTRE LA FAIM (ACF)
Titre du projet	Amélioration de la sécurité alimentaire des populations affectées à Malemba Nkulu, Nord Katanga.
Code du projet	DRC-05/A01
Secteur	Sécurité alimentaire
Objectif	Augmentation et diversification de la production de denrées alimentaires ; amélioration des échanges et de la commercialisation de la production ; amélioration des pratiques alimentaires et sanitaires.
Bénéficiaires	17 000 ménages d'agriculteurs et pêcheurs (environ 120 000 personnes) ; membres d'une cinquantaine d'associations de producteurs.
Partenaires d'exécution	PAM, FAO, associations locales, comités villageois de développement.
Durée du projet	Janvier 2005 - juin 2006
Budget total	950 000 US\$
Fonds requis	750 000 US\$

Résumé

Le projet participera à l'objectif stratégique général en contribuant à améliorer la sécurité alimentaire ainsi que la situation nutritionnelle et sanitaire des ménages vulnérables affectés par le conflit local.

Principales activités

- Distribution (vente subventionnée) de semences, outils, équipements de cuisine et d'hygiène.
- Formation des ménages aux techniques culturales, piscicoles, de pêche, d'élevage.
- Education nutritionnelle, culinaire et sanitaire, auprès des femmes et jeunes filles.
- Recherche-action sur les systèmes de production les mieux adaptés.
- Appui à la multiplication de semences et de noyaux d'élevage.
- Appui à la mise en place d'un petit réseau d'approvisionnement en intrants agricoles.
- Organisation et animation de groupes de travailleurs (associations) pour la construction ou réhabilitation puis l'entretien de points d'eau, marchés, dessertes agricoles ; dotation en matériel et matériaux non disponibles localement (ciment...) et en petits moyens de transport (vélos).
- Surveillance mensuelle de la sécurité alimentaire au niveau régional et des ménages.

Objectifs

- Intrants / noyaux d'élevage disponibles dans les zones concernées.
- Savoir et savoir-faire des producteurs en matière de production et post-production, améliorés.
- Force de travail renforcé à travers la consolidation des mécanismes d'entraide.
- Savoir et savoir-faire des populations en matière de nutrition et hygiène améliorée.
- Ustensiles basiques de cuisine et d'hygiènes, disponibles.
- Marchés construits ou réhabilités et satisfaisant les normes minimales d'hygiène.
- Points d'eaux construites ou réhabilitées.
- Pistes de desserte agricole réhabilitée.
- Petits moyens de transport disponibles.
- Capacités des associations de producteurs à négocier et commercialisent renforcées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	300 000
Intrants, formations	350 000
Support logistique	300 000
Sous-total	950 000
Moins ressources disponibles	200 000
TOTAL	750 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ACTION CONTRE LA FAIM (ACF)
Titre du projet	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en zones post-conflit en Equateur
Code du projet	DRC-05/A02
Secteur	Sécurité alimentaire
Objectif	Traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée dans la zone de santé de Befale 2; augmentation de la production des denrées alimentaires dans les territoires de Bolomba, Befale et Ikela; amélioration des échanges et de la commercialisation des denrées; amélioration des pratiques alimentaires, nutritionnelles, sanitaires
Bénéficiaires	11 500 ménages d'agriculteurs et de pêcheurs (80 000 personnes) 4 000 enfants mal nourris aigus
Partenaires d'exécution	JRS; Ministère de Santé; PRONANUT; groupements de producteurs, PAM, FAO, UNICEF
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	1 500 000 US\$

Résumé

Le projet cadre avec l'objectif stratégique général en intégrant la nutrition (prise en charge de la malnutrition aiguë, éducation culinaire) et la relance de la production et des échanges alimentaires, dans une zone affectée par l'enclavement (toutes les voies d'accès détruites pendant la guerre).

Les objectifs spécifiques sectoriels seront supportés à travers:

- Le renforcement des mécanismes de survie des populations vulnérables, à travers une approche intégrée;
- Un système permanent d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle au niveau de la communauté et des centres de nutrition, selon le protocole national de prise en charge de 2002.

Principales activités

- Appui technique, matériel et logistique à JRS pour la mise en place de dispositifs de recherche actives des cas de malnutrition aiguë et l'amélioration de leur prise en charge.
- Education nutritionnelle et sanitaire dans les villages.
- Formation du personnel de la zone de santé.
- Distribution de semences, outils, intrants de pêche et équipements domestiques et d'hygiène.
- Distribution d'une ration pour la protection des semences et le renforcement de la force de travail.
- Formation aux techniques culturelles et de pêche.
- Soutien au désenclavement (réhabilitation des dessertes, petits moyens de transport...).

Objectifs

- Capacité des Centres de santé cible à dépister des cas de malnutrition renforcée.
- Les mamans sont capables de reconnaître certains symptômes de la malnutrition et savent quels comportements adopter.
- Capacité de l'ONG JRS à dépister et soigner les cas de malnutrition aiguë, modérée et sévère, renforcée.
- Intrants agricoles et de pêche disponible dans les zones concernées.
- Savoir et savoir-faire en matière de production et post-production améliorée.
- Savoir et savoir-faire des populations en matière de nutrition et hygiène améliorée.
- Ustensiles basiques de cuisine et d'hygiène disponible.
- Pistes de desserte agricole réhabilitée.
- Petits moyens de transport disponibles.
- Capacités des producteurs à négocier, et commercialiser renforcées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	300 000
Nutrition	400 000
Sécurité alimentaire	450 000
Coût logistique	350 000
TOTAL	1 500 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ACTION CONTRE LA FAIM (ACF)
Titre du projet	Projet de réhabilitation nutritionnelle d'urgence
Code du projet	DRC-05/H13
Secteur	Nutrition
Objectif	Traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée chez les enfants de moins de 5 ans sur le Territoire de Malemba Nkulu ; amélioration des connaissances sur l'identification de la malnutrition, son traitement et sa prévention
Bénéficiaires	Education nutritionnelle : 24 000 à 36 000 personnes. 25800 enfants mal nourris aigus.
Partenaires d'exécution	Ministère de Santé; PRONANUT, PAM, FAO, UNICEF
Durée du projet	Octobre 2004 – septembre 2005
Fonds requis	790 000 US\$

Résumé

L'objectif de ce projet est de réduire la mortalité et la morbidité liées à la malnutrition aiguë. Dans la continuité du projet en cours, il met l'accent sur la formation des agents de santé pour améliorer la prise en charge et organiser une surveillance nutritionnelle efficace, ainsi que sur la sensibilisation communautaire.

Principales activités

- Education nutritionnelle et sanitaire.
- Formation du personnel de la zone de santé.
- Supervision du fonctionnement des Centre Nutritionnel de Supplémentation (CNS) et du Centre Nutritionnel Thérapeutique (CNT) existant.
- Mise en place de CNS supplémentaires pour élargir la couverture de la population.
- Organiser et mettre en place une surveillance nutritionnelle par le biais des dépistages.
- Mettre en place un module de formation dans l'institut de formation d'études médicales de Malemba Nkulu.
- Effectuer des sensibilisations dans différents milieux communautaires (église, camp de pilleurs).

Objectifs

- Le CNT et les CNS fonctionnent efficacement en traitant la malnutrition aiguë.
- Des CNS supplémentaires sont mis en place.
- Les réseaux de dépistage et de surveillance sont efficaces.
- Les connaissances sur les symptômes de la malnutrition et des comportements à adopter sont améliorées.
- Les connaissances de base en nutrition et les pratiques de sécurité alimentaire sont améliorées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	260 000
Nutritives – inputs	270 000
Coût de logistique	260 000
TOTAL	790 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	CATHOLIC ORGANISATION FOR RELIEF AND DEVELOPMENT AID (CORDAID)
Titre du projet	Nutrition et réhabilitation agricole à Sankuru, au nord de la province du Kasai
Code du projet	DRC-05/H14
Secteur	Nutrition
Objectif	Réduire la malnutrition parmi les enfants entre 6 et 59 mois dans 5 zones de santé et relance agricole dans la partie Nord du Kasai Oriental et Occidental
Bénéficiaires	30 250 en total, dont 26 500 enfants et 1 875 femmes, 1 875 hommes
Partenaires d'exécution	Caritas / BDOM Tshumbe et Caritas / BDOM Kole, UNICEF, PAM, FAO.
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	845 645 US\$

Résumé

La population au Sankuru dans la partie nord du Kasai a été sérieusement affectée par la guerre. La région était sur la ligne de front, ce qui a entraîné des mouvements de population et empêché celle-ci de cultiver leurs champs. Pour combattre le taux élevé de la malnutrition au Sankuru, le projet se concentre sur la prise en charge des enfants mal nourris et la relance des activités agricoles, y compris les parents des enfants mal nourris, ainsi que le reste de la population (qui était déplacé avant ou affecté).

Principales activités

- réhabilitation de 13 centres nutritionnels (6 CNT et 7 CNS),
- formation du personnel du Bureau Central de Zone de Santé (BCZS), le personnel des centres nutritionnels et des relais communautaires
- distribution de semences et outils aratoires
- formation et support technique aux paysans
- réhabilitation de routes

Résultats attendus

- 13 centres nutritionnels fonctionnels.
- 4 000 enfants mal nourris récupérés.
- 10 membres du staff des BDOM et BCZS, 35 membres du staff des CNT/CNS et 150 membres du personnel des relais communautaires formés.
- 3 750 paysans formés et assistés avec semences et outils aratoires.
- 400 km des.
- pistes rurales réhabilitées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	119 400
Coût de mise en œuvre	619 222
Coût de fonctionnement	34 400
Coût administratif	72 623
TOTAL	845 645

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Titre du projet	Soutien au mécanisme de survie par la fourniture urgente d'intrants agricoles aux familles vulnérables dans une situation post-conflits
Code du projet	DRC-05/A03
Secteur	Agriculture
Objectif	Renforcer la production agricole et alimentaire des ménages vulnérables
Bénéficiaires	180 000 familles parmi les plus vulnérables
Partenaires d'exécution	Ministère de l'Agriculture, agences de l'ONU, ONG internationales, ONG congolaises.
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	3 240 000 US\$

Résumé

Durant la guerre, les ménages, qu'ils soient isolés, déplacés, retournés ou séparés, ont dû se contenter d'une alimentation réduite à un seul repas quotidien monotone, composé uniquement de feuilles et tubercules de manioc sans apport protéique. Depuis le retour de la paix, le pouvoir d'achat est pratiquement nul.

Dans les zones récemment accessibles, des nouvelles stratégies de distribution des intrants dans le cadre de la réhabilitation permettront aux populations de s'organiser pour commencer à préparer le passage vers des projets de développement durable. La distribution des intrants sera soutenue par des formations pour s'inscrire dans la durabilité.

Alors qu'une vie plus normale semble reprendre, il devient important de renforcer les initiatives développées pour les spéculations végétales et animales. La diversification de ces activités (dont le coût moyen est d'environ 18 USD par ménage bénéficiaire) permet la mise à disposition d'intrants agricoles répondant aux principales causes alimentaires de la malnutrition.

Carences	Intrants	Activités
Protéines animales	Elevage (cobayes, canards, pigeon, cricétomes, aulacodes) ; pisciculture et pêche	Mise en place d'unités de production, valorisation de bas fonds et distribution d'intrants d'élevage et de pêche
Micro nutriments (Vit. A, Fer, ...)	Produits maraîchers, amarante, épinards baselles, patates douces à chair orange	Maraîchage urbain, production et distribution de semences
Protéines végétales	Légumineuses	Production et distribution de semences
Energie	Céréales, patates douces, manioc	Production locale et distribution de semences

Résultats attendus

Le projet permettra aux ménages bénéficiaires de (i) répondre à leurs besoins en produits vivriers (haricot, maïs, arachides, soja, patates douces) durant 5 mois, (ii) diversifier leur ration alimentaire par la production de petits légumes, (iii) disposer de protéines animales grâce à la diffusion d'espèces rustiques et à faible concurrence avec l'alimentation humaine, à savoir : les cobayes, canards, pigeons, cricétomes et aulacodes et, grâce aux produits de pêche et pisciculture. La valeur attendue de la production serait de l'ordre de 40 US\$ par ménage bénéficiaire et par saison agricole.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	405 000
Intrants agricoles (- maraîchage (houes, arrosoirs, semences) – cultures vivrières (houes et semences) - intrants d'élevage, de pêche et de pisciculture, ...)	2 160 000
Frais administratifs (Frais généraux et directs)	360 000
Frais d'opération (Equipements informatiques)	315 000
TOTAL	3 240 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Titre du projet	Réhabilitation des voies de dessertes agricoles et de commercialisation
Code du projet	DRC-05/A04
Secteur	Agriculture
Objectif	Renforcer la production agricole et les échanges commerciaux des ménages vulnérables en zones enclavées
Bénéficiaires	40 000 ménages producteurs agricoles de zones enclavées
Partenaires d'exécution	Ministère de l'Agriculture, agences de l'ONU (PAM), entreprises locales, ONG internationales, ONG congolaises.
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	2 125 000 US\$

Résumé

En complément aux activités d'urgence visant à sauver les vies au plus pressé, les interventions de réhabilitation permettent de sauver les initiatives qui constitueront la fondation du développement rural. Par ailleurs, la réhabilitation de voies de dessertes agricoles, terrestres et fluviales, permettra de désenclaver les grands bassins de production agricole et les zones situées autour des grands centres de consommation. Cette réhabilitation, renforcera les capacités productives des populations rurales, augmentera les productions agricoles, améliorera l'accessibilité humanitaire ainsi que les échanges agro économiques.

Les activités à entreprendre concerneront (i) l'identification des voies prioritaires avec les commissions spécialisées et les services étatiques ; (ii) la réhabilitation, sous forme contractuelle avec des entreprises ou ONG locales, des voies par la réfection des ouvrages d'art, le rechargement et la supervision des travaux ; (iii) la promotion d'une participation communautaire à la maintenance des voies réhabilitées.

A la fin du projet, près de 300 ouvrages de franchissement sur 400 km de voies de dessertes agricoles seront réhabilités permettant d'accroître les échanges agro économiques régionaux, de stabiliser les populations et d'améliorer leur niveau de vie dans les zones périphériques des grandes villes et capitales des provinces (Kinshasa, Lubumbashi, Mbuji Mayi, Kananga, Mbandaka, Kisangani, Goma, etc).

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines (National et international, coordination, logistique, nutrition, services généraux, ...)	272 000
Intrants (Outillage de réhabilitation et d'entretien, outillage agricole, petits moyens de transport terrestres et fluviaux...)	187 000
Frais administratifs (Frais généraux et directs)	238 000
Frais d'opération (Contrats de réhabilitation, équipements, informatique, formation, ...)	1 428 000
TOTAL	2 125 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Titre du projet	Relance de la production agricole auprès des familles ayant des enfants mal nourris
Code du projet	DRC-05/A05
Secteur	Agriculture
Objectif	Renforcer les mécanismes de survie des ménages ciblés
Bénéficiaires	300 000 familles d'enfants mal nourris
Partenaires d'exécution	Ministère de l'Agriculture, agences de l'ONU, ONG internationales, ONG congolaises
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	4 500 000 US\$

Résumé

En partenariat et en synergie avec les actions d'assistance du PAM, de l'UNICEF, et d'autres ONG impliquées dans la nutrition, la FAO intervient auprès des familles des enfants mal nourris par la distribution de kits d'intrants agricoles dans le but de diminuer les cas de rechute et de permettre aux familles de se prendre en charge lors de la sortie des CNT et CNS. Cette distribution sera soutenue par une formation aux techniques agricoles.

Le Pôle Urgence Congo pour la sécurité alimentaire (PUC-SA) composé de 5 organismes de l'ONU et des ONG, se chargera de déterminer des activités prioritaires pour la poursuite des interventions en faveur des familles d'enfants mal nourris ainsi que l'ouverture de nouvelles zones d'intervention en faveur des populations vulnérables.

Au niveau des 350 structures nutritionnelles (CNT, CNS et relais NAC) réparties en RDC, un agronome est affecté afin d'assurer les formations en continu et la distribution des intrants agricoles aux familles des enfants mal nourris.

Le coût moyen du kit est estimé à environ 15 US\$ pour chacune des 300 000 familles concernées. Le projet permettra aux ménages bénéficiaires de (i) couvrir leurs besoins en produits vivriers (haricots, maïs, arachides, soja, patates douces) durant 5 mois, (ii) diversifier leur ration alimentaire par la production de petits légumes, (iii) disposer des protéines animales grâce à la diffusion d'espèces rustiques à très faible concurrence avec l'alimentation humaine comme les cobayes, canards, pigeons, cricétome et aulacode. La valeur attendue de la production serait de l'ordre de 40 US\$ par ménage bénéficiaire et par saison agricole.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel (National et international, coordination, logistique, agronomes, services généraux, ...)	550 000
Intrants agricoles (houes, arrosoirs, semences maraîchères et vivrières, boutures de manioc, patates douces, souches de bananes plantain, cobayes, canards, pigeons, cricétomes et aulacodes, ...)	2 810 000
Frais administratifs (Frais généraux et directs)	718 000
Frais d'opération (Equipements, informatique, contrat de partenariat avec les ONG, formation, ...)	422 000
TOTAL	4 500 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Titre du projet	Mise en place de stocks stratégiques pour une réponse rapide en soutien à la production alimentaire des ménages affectés par les conflits et les catastrophes naturelles
Code du projet	DRC-05/A06
Secteur	Agriculture
Objectif	Répondre aux besoins alimentaires de base des populations cibles
Bénéficiaires	125 000 familles hôtes, déplacées, retournées ou en zones enclavées
Partenaires d'exécution	Ministère de l'Agriculture, agences de l'ONU, ONG internationales, ONG congolaises
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	1 875 000 US\$

Résumé

Bien que les accords de paix aient permis d'accroître l'accessibilité humanitaire à de nombreuses populations qui n'ont pas encore obtenu d'aide, de nombreux nouveaux conflits localisés continuent de provoquer le déplacement de plusieurs dizaines de milliers de congolais et les zones de grande vulnérabilité restent importantes.

Ces personnes, qu'elles soient déplacées, retournées ou issues de milieux isolés, sont pour la plupart démunies d'intrants agricoles. A moins d'une aide en nourriture et en intrants agricoles, elles courent un danger élevé d'insécurité alimentaire qui risque de conduire à la malnutrition des personnes les plus vulnérables.

L'efficacité d'une réponse rapide pour les populations de ces nouvelles zones accessibles nécessite un pré positionnement des stocks stratégiques.

En concertation avec les institutions composant le PUC-SA, la FAO soutiendra les activités des ONG en complétant leurs distributions de biens non alimentaires en matériel agricole en faveur de ces populations. Les semences à distribuer, présentant un cycle productif court et respectant les habitudes alimentaires, seront adaptées aux conditions particulières et capables de générer leurs propres semences. Les cultures peuvent se faire pratiquement toute l'année moyennant un arrosage d'appoint. Les intrants à distribuer incluent principalement des semences d'amarantes, d'épinard baselle, d'aubergines locales, des boutures de patates douces, des semences vivrières, des houes ainsi que du matériel de pêche.

Plusieurs stocks stratégiques seront pré-positionnés au sein des régions les plus affectées. Le kit d'intrants d'une valeur d'environ 15 US\$ permettra (i) aux bénéficiaires de reprendre les activités socio économiques et de contribuer significativement à leur alimentation ; (ii) de diversifier le régime alimentaire ; et (iii) de limiter les risques de malnutrition et de l'aide alimentaire.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines (National et international, coordination, logistique, nutrition, services généraux, ...)	260 000
Intrants agricoles (houes, arrosoirs, semences maraîchères et vivrières, boutures de patates douce, intrants de pêche, ...)	1 170 000
Frais administratifs (Frais généraux et directs)	280 000
Frais d'opération (Logistique, transport, équipements, informatique, contrat de partenariat avec ONG, formation, ...)	165 000
TOTAL	1 875 000

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Titre du projet	Soutien à la coordination des opérations agricoles d'urgence et renforcement du système d'information, d'alerte rapide et d'évaluation de la sécurité alimentaire
Code du projet	DRC-05/A07
Secteur	Agriculture
Objectif	Soutien au Ministère de l'Agriculture en matière de coordination des opérations agricoles d'urgence et d'évaluation périodique de la sécurité alimentaire
Bénéficiaires	Populations vulnérables aux risques alimentaires et nutritionnels, institutions décentralisées du Ministère de l'Agriculture, ONGs nationales et internationales, agences onusiennes, gouvernement, donateurs
Partenaires d'exécution	Ministère de l'Agriculture, Inspections Provinciales de l'Agriculture, Agences de l'ONU (UNICEF, PAM, HCR, OMS), ONG internationales, ONG congolaises.
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	813 200 US\$

Résumé

Les accords de paix ont permis de débiter le processus de la réunification nationale et provinciale de la RDC sous la direction d'un pouvoir central unique. Toutefois la capacité du Ministère de l'agriculture d'opérer dans toutes les provinces est encore faible compte tenu des destructions causées sur les infrastructures et les ressources humaines par une dizaine d'années de guerres.

En soutien au Ministère de l'agriculture, la FAO a mis en place un dispositif de coordination des urgences agricoles dans onze zones, couvrant déjà neuf provinces parmi les plus affectées par les guerres. Dans le contexte actuel, le Ministère ne dispose pas encore d'une information complète et régulière sur l'état de sécurité alimentaire des populations affectées directement ou indirectement par les conflits. En effet, les dispositifs institutionnels traditionnels de collecte des informations ne sont plus opérationnels dans la plupart des provinces.

En partenariat avec les institutions du Gouvernement, notamment les structures décentralisées de l'agriculture ainsi que les partenaires de l'assistance humanitaire, la FAO poursuivra d'une part le soutien à la coordination des opérations agricoles d'urgence et d'autre part le soutien technique à la mise en œuvre d'un monitoring de l'état de la sécurité alimentaire et des groupes vulnérables en insécurité alimentaire.

Le projet permettra (i) de renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de l'agriculture, en particulier au niveau des provinces dans la conduite des actions d'urgence et de réhabilitation; (ii) un ciblage régulier des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire; (iii) la fourniture d'une information globale pour des réponses rapides et appropriées d'assistance aux populations en insécurité alimentaire de la part de la communauté internationale.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel international et national	400 200
Frais d'opération (Logistique, transport, quinze contrats de partenariat avec ONG, formation,)	270 000
Equipement (véhicule, ordinateurs, autres)	90 000
Frais administratifs (Frais généraux et directs)	53 000
TOTAL	813 200

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Assistance d'urgence aux populations déplacées et retournées
Code du projet	DRC-05/S/NF01
Secteur	Abris et biens non alimentaires
Objectif	Contribuer à alléger les souffrances humaines en aidant les communautés vulnérables de déplacés, retournés, réfugiés et des populations d'accueil à vivre avec dignité
Bénéficiaires	75 000 familles (375 000 personnes) vulnérables affectées par la guerre et/ou les catastrophes naturelles, en particulier les femmes et les enfants.
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec OCHA, le PAM, la FAO et les ONG partenaires (CRS, AVSI, Coopi, ..)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	5 994 318 US\$

Résumé

La situation humanitaire des déplacés qui doivent quitter rapidement leurs terres, leurs maisons et le peu de biens qu'ils ont pour marcher plusieurs jours avec le risque d'être sujets sur leurs routes à des pillages, des viols, des exactions dont les femmes et les enfants sont les plus touchés, reste pré-occupante, avec au total plus de 2,3 millions de déplacés en août 2004. Une réponse mieux ciblée et surtout plus rapide aux enfants et aux femmes vivant dans une situation critique, a pu être délivrée à plus de 75 000 familles déplacées / retournées grâce aux fonds mobilisés dans le cadre du CAP 2004. La stratégie d'intervention de l'UNICEF en 2005 sera de couvrir les besoins en abris et biens non alimentaires des populations déplacées et vulnérables dans les meilleurs délais, en renforçant les mécanismes de réponse rapide par la mise en place de stocks de pré-positionnement, la fourniture de biens non alimentaires et le renforcement des capacités de réponse des organismes opérationnels.

Principales activités

- Mise en place de stocks de pré-positionnement pour une réponse rapide et adaptée aux besoins.
- Renforçant les capacités de réponse rapide des partenaires opérationnels.
- Distribution d'intrants non alimentaires y compris des intrants pour abris (Couvertures, jerricanes, bâches, habits, savon, etc.) adaptée en fonction des populations vulnérables touchées.
- Superviser et évaluer les activités.
- Participer à la coordination entre les intervenants et les interventions en privilégiant l'approche multisectorielle en particulier à travers les commissions de déplacés/retournés.

Indicateurs

- Nombres de familles vulnérables ayant reçu les kits non alimentaires.
- Nombres de ménages servis qui ont utilisé les biens non alimentaires (évaluation à faire 30 jours après la distribution).

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Kits de produits non alimentaires	2 075 000
Biscuit énergétique (BP5)	1 600 000
Habits	500 000
Logistiques (transport et distribution du matériel médical)	700 000
Suivi et monitoring UNICEF RDC	400 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	719 318
TOTAL	5 994 318

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Eau et assainissement dans l'urgence
Code du projet	DRC-05/WS01
Secteur	Eau et assainissement
Objectif	Contribuer à réduire le taux de morbidité et de mortalité lié à l'eau et à l'assainissement
Bénéficiaires	750.000 personnes déplacées, retournées, et population d'accueil, en particulier les femmes et les enfants
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec le PAM, la FAO et les ONG partenaires (SCF, Caritas, MSF, Solidarités, ..)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	3 295 454 US\$

Résumé

L'UNICEF a construit et/ou réhabilité 75 sources, réservoirs, appuyé en intrants (chlore, jerricanes, savons) 1500 familles. UNICEF se propose de contribuer à réduire le taux de morbidité et de mortalité lié à l'eau et à l'assainissement en maintenant les conditions sanitaires adéquates des populations affectées dans les zones à crise humanitaire.

Principales activités

- Approvisionnement en eau potable en quantité et qualité pour 800 000 déplacés, retournés, dans les zones affectées, ainsi que les zones à risque d'épidémie (aménager des sources, camions citernes, forages, etc.)
- Distribution de récipients (jerrycans) à 75 000 familles de déplacés, retournés et réfugiés, dans les zones affectées, ainsi que les zones à risques d'épidémies.
- Sensibiliser 75 000 familles à l'éducation et à la promotion à l'hygiène.
- Distribuer de kits d'hygiène (savon, seaux, serviettes hygiénique, ect.) adaptés à 25 000 familles vulnérables touchées.
- Construire de latrines, des douches, des zones de lavage et des trous à ordures pour couvrir 50 000 familles vulnérables.
- Suivre et évaluer des activités.

Indicateurs

- Quantité et qualité d'eau potable disponible par jour facilement accessible pour la population visée.
- Nombre de latrines, douches, aires de lavage et trous à ordures construits.
- Construction d'infrastructures sanitaires adaptées aux pratiques locales et à la protection des femmes et des enfants.
- Nombre de kits d'hygiènes, de récipients et de jerricanes distribués par famille.
- Taux d'utilisation par la famille des kits distribués.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Kits d'hygiène	200 000
Réservoirs d'eau et matériels hydrauliques (kit de traitement d'eau, ..)	1 100 000
Construction / réhabilitation de latrines, réservoirs, sources, etc..	800 000
Formation, incluant l'assistance technique	250 000
Education à l'hygiène	250 000
Logistiques (transport et distribution du matériel médical)	300 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	395 454
TOTAL	3 295 454

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Réunification des enfants non accompagnés déplacés suite aux guerres et /ou aux catastrophes naturelles.
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL01
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Prévenir les séparations familiales dans une situation de crise, réunifier et prendre en charge les enfants non accompagnés et développer des mécanismes communautaires de protection des enfants affectés par les conflits et /ou des catastrophes naturelles.
Bénéficiaires	12.500 enfants vulnérables dont 5 000 enfants et leurs familles (réunification familiale); 7 500 enfants et leurs familles (prévention à la séparation); communautés de déplacés et de retournés (sensibilisation sur la prévention des séparations)
Partenaires d'exécution	Les ministères des affaires sociales, de la condition féminine, de la solidarité et affaires humanitaires ; les agences nationales et internationales de protection de l'enfant (SCF, COOPI,..)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	1 802 233 US\$

Résumé

En 2005, il est possible que de nouveaux conflits locaux se déclenchent et entraînent des déplacements de populations avec des risques de séparation des familles, au même moment la possible amélioration des conditions sécuritaires pourrait entraîner d'importants mouvements de retour des personnes déplacées et des réfugiés congolais des pays voisins (estimés à 250 000 selon de le HCR). UNICEF entend ainsi mobiliser plus d'efforts des agences de protection de l'enfant et des structures à base communautaire pour alléger les souffrances des enfants non accompagnés. Cet objectif sera réalisé à travers la mise en place d'un mécanisme rapide de sensibilisation contre la séparation et le suivi des familles à risque (sensibilisateurs formés et supports de sensibilisation pré-positionnés) ; la prise en charge transitoire et la réunification des enfants non accompagnés et le soutien à la structuration et au fonctionnement des mécanismes communautaires de protection de l'enfant.

Ces activités permettront de renforcer l'assistance pour 3500 enfants dans les structures d'encadrement transitoires ; renforcer les capacités des médiateurs familiaux ; réunifier au moins 5000 enfants non accompagnés ; soutenir la réinsertion durable de 12 500 enfants vulnérables déplacés et rapatriés dont 5 000 réunifiés et 7 500 à vulnérabilité de séparation ; soutenir la structuration des réseaux de la société civile pour la protection de l'enfant à la base et des Conseil/Comités (national, provinciaux et locaux) de protection de l'enfant. Prioritairement dans les zones de concentration actuelle et de retour des déplacés de guerre et rapatriés.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Soutien aux partenaires pour la prévention et le suivi	185 600
Identification et formation des partenaires et des communautés de base	90 000
Support de sensibilisation	15 000
Achat de matériels pour le fonctionnement des structures d'encadrement transitoire	176 000
Prise en charge des enfants non accompagnés dans les structures d'encadrement transitoires	350 000
Soutien au dispositif de recherche, médiation et réunification familiale et de suivi	250 000
Soutien à la réinsertion des familles réunifiées et des ménages à risque.	312 500
Missions d'évaluation et de suivi	206 865
Coûts indirects de l'appui au programme*	216 268
TOTAL	1 802 233

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP)
Titre du projet	Identification des caractéristiques des personnes déplacées dans les Provinces du Maniema, Equateur, et Province Orientale
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL02
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Faciliter le retour et la réinsertion des populations déplacées dans diverses unités géographiques
Bénéficiaires	Populations déplacées dans les provinces de Maniema, Équateur, et Province Orientale
Partenaires d'exécution	OCHA, PNUD, Ministère des Affaires Étrangères, Ministère des Affaires Sociales, Ministère des Affaires Humanitaires et de la Solidarité, ONG locales et internationales
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	585 000 US\$

Résumé

Un rapport de mission inter-agences des Nations Unies effectuée en Janvier 2003 dans plusieurs provinces de la RDC révèle un manque de données fiables sur les déplacements internes des populations. Pourtant, ces mouvements de populations constituent l'élément majeur de la crise humanitaire. L'information sur les déplacements internes, les besoins humanitaires et la réponse nécessaire en vue de la prise en charge de ces populations vulnérables n'est pas suffisamment connue, ni partagée par toutes les parties prenantes de la crise.

Ce projet a pour objectif principal la mise en place d'une méthodologie d'identification des populations déplacées dans trois zones pilotes (Maniema, Équateur et Province Orientale) désirant retourner dans leurs lieux d'origine.

Principales activités

- Élaborer le questionnaire d'identification, d'enregistrement, et de classification des personnes déplacées.
- Développer la méthodologie de sondage des personnes déplacées.
- Former les enquêteurs.
- Collecter les données sur le terrain.
- Analyser et diffuser les données sur les populations déplacées.
- Constituer et gérer la banque des données sur les personnes déplacées.

Résultats attendus

- La méthodologie d'identification des personnes déplacées est mise en place.
- Les besoins des personnes déplacées sont connus et diffusés.
- Les stratégies permettant le retour des déplacés à leurs lieux d'origine sont mises en place.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	58 500
Coût de mise en oeuvre	409 500
Coût de fonctionnement	29 250
Coût administratif	87 750
TOTAL	585 000

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Prévention et réduction des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants dans les situations d'urgence
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL03
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Contribuer à la prévention et à la réduction des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants
Bénéficiaires	9 000 femmes et enfants victimes de violences sexuelles
Partenaires d'exécution	Les autorités locales et provinciales, en collaboration avec le UNFPA, HCDH, UNIFEM, OCHA et les ONG partenaires (DOCS Hôpital, Panzi Hôpital, IRC, GTZ, COOPI,..)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	3 056 818 US\$

Résumé

Le climat d'insécurité qui a accompagné la guerre a conduit à l'éclosion de nouveaux facteurs de vulnérabilité. Par leur ampleur et leur persistance, les violences faites aux femmes, aux jeunes et aux enfants, utilisés comme arme de guerre par la plupart des groupes et forces armées, inquiètent de plus en plus les autorités nationales, les populations et les organismes humanitaires.

Principales activités

Face à cette situation alarmante, l'UNICEF se propose de renforcer son effort à travers les activités suivantes :

- Identification, prise en charge médicalement et psycho-socialement, et soutenir à la réintégration sociale de plus de 9 000 enfants et femmes.
- Continuer à renforcer les mécanismes de réponse rapide pour les victimes de violence sexuelle, en assurant la mise à disposition d'un stock minimal de *post-exposure prevention* (PEP) kits et la formation adaptée du personnel médical ainsi que par la mise à disposition de fiches conseils.
- Soutenir la mise en place de groupes de surveillance au niveau de la communauté, ce qui fournira aux victimes et à leurs communautés l'information appropriée sur les conséquences possibles des violences sexuelles, en recherchant le plus rapidement possible l'aide médicale, les services disponibles, la médiation familiale, la référence pour l'action judiciaire. Le plaidoyer pour la prise de conscience et la mobilisation de la communauté afin de renforcer des mécanismes de protection des groupes vulnérables contribuera également à cette fin.

Afin d'assurer la réponse humanitaire optimale, les victimes identifiées auront également accès à différents services comprenant: l'accompagnement psychosocial, la réintégration familiale, la consultation confidentielle volontaire pour le dépistage des maladies sexuellement transmissibles, les opérations chirurgicales en cas de besoin. Le service de santé de l'UNICEF sera mis en oeuvre dans le cadre d'un programme intégré avec les ONGs médicales existantes en complémentarité avec le FNUAP et l'OMS.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Soutien aux réseaux communautaires et aux ONG partenaires pour l'identification, la documentation, les médiations...	330 000
Soutien aux partenaires médicaux pour des activités de traitement et de prévention (y compris la fourniture de médicaments et des kits PEP)	550 000
Mis en oeuvre des programmes de soutien médical et psychosocial	700 000
Soutien aux mécanismes de réponse rapide pour les personnes victimes des violences sexuelles.	900 000
Logistiques (transport et distribution du matériel médical)	110 000
Suivi et monitoring UNICEF RDC	100 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	366 818
TOTAL	3 056 818

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)
Titre du projet	Assistance aux acteurs nationaux dans la promotion et protection des droits de l'homme en RDC (OHCHR DRC/01/RB4)
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL04
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Contribuer à la pacification durable de la RDC et à la mise en place d'un Etat de droit démocratique, respectueux des droits et des libertés des citoyens conformément à ses engagements internationaux.
Bénéficiaires	Victimes de violations des droits de l'homme, justiciables, détenus; institutions de l'Etat; organisations de la société civile et médias ; organismes du système des Nations Unies, la communauté internationale, et la population en général
Partenaires d'exécution	Gouvernement, Sections Droits de l'Homme de la MONUC, autres partenaires de la société civile
Durée du projet	Janvier 2005 - décembre 2005
Fonds requis	1 999 226 US\$

Objectifs

(i) Observation/protection. Développer une connaissance de la situation des droits de l'homme, et contribuer à la protection des victimes et des groupes vulnérables par la coopération avec les mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme, avec une attention particulière pour la liberté d'expression et les droits politiques. (ii) Assistance technique/ capacity building. Contribuer à la promotion d'une culture civique et des droits de l'homme et à la lutte contre l'impunité. (iii) Human Rights Mainstreaming (Action 2) Poursuivre le processus d'intégration de la dimension des droits de l'homme dans les stratégies et les programmes des organismes du système des NU, afin notamment de contribuer à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

Principales activités

Observation/ protection : missions d'observations régulières à Kinshasa et dans les provinces, avec une attention spéciale pour la situation des droits politiques; visites des lieux de détention, observations des procès, investigations de cas ponctuels/ individuels de violations des droits de l'homme; suivi de cas individuels auprès des autorités; soutien à l' Expert Indépendant ; coopération avec les mécanismes judiciaires internationaux (CPI). Assistance technique/ capacity building : formation en matière de droits de l'homme et renforcement des capacités des institutions chargées de l'application de la loi et de la protection des droits ; renforcement des capacités de la société civile au sens large (associations, ONGs, communautés religieuses); éducation et sensibilisation aux droits de l'homme, des femmes, des enfants et des minorités/ éducation civique. Human Rights Mainstreaming (Action 2): intégration de la composante transversale des droits de l'homme dans la rédaction du CCA/UNDAF et développement d'une stratégie nationale de développement fondée sur les droits.

Résultats attendus

- Développement d'une connaissance approfondie de la situation des droits de l'homme.
- Contribution à la protection des victimes et des groupes vulnérables et à la lutte contre l'impunité.
- Contribution au renforcement des capacités des institutions de la transition en promotion et protection des droits de l'homme.
- Promotion d'une culture de respect et protection des droits de l'homme et renforcement des capacités de la société civile.
- Intégration des droits de l'homme dans les politiques et programmes des organisations des NU.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel	1 103 408
Programme d'appui aux ONGs	183 502
Formation	175 644
Procurement	256 863
Miscellaneous	49 810
Coûts administratifs	229 999
TOTAL	1 999 226

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)
Titre du projet	Observatoire des prisons et des lieux de détention
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL05
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Améliorer la légalité et les conditions de détention
Bénéficiaires	Total: 11 000 Détenus: 10 000 Personnel judiciaire: 500 Agents pénitentiaires: 300 Défenseurs des droits de l'homme: 200
Partenaires d'exécution	OCDH; Sections Droits de l'Homme de la MONUC
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	195 264 US\$

Résumé

Le projet a deux objectifs : vérifier les conditions de détention, et améliorer les conditions de détention dans les lieux de détentions et prisons de la République Démocratique du Congo.

Principales activités

- Visite des lieux de détention.
- Assistance judiciaire aux détenus.
- Formation et renforcement des capacités pour: le personnel judiciaire et pénitentiaire sur le respect de la procédure d'arrestation et de détention; les défenseurs des droits de l'homme sur la vérification de la légalité de la détention conformément à l'ensemble des règles minima des Nations Unies sur le traitement des détenus; le personnel pénitentiaire sur le traitement des détenus.

Résultats attendus

- Respect de la légalité et l'amélioration des conditions de détention pour 10 000 détenus.
- 500 détenus ont bénéficié de l'assistance judiciaire.
- Renforcement des capacités de 500 membres du personnel judiciaire (magistrats, officiers de police judiciaires), de 200 défenseurs des droits de l'homme, et 300 membres du personnel pénitentiaire.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coût du personnel (réseau des ONGs de prison)	52 800
Services contractuels	18 000
Renforcement des capacités et formations	45 000
Voyages	12 000
Equipement de bureau, matériel de communication et maintenance	45 000
Sous-total	172 800
Coûts administratifs	22 464
TOTAL	195 264

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)
Titre du projet	Assistance à la réintégration des veuves et des orphelins des ex-soldats
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL06
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Fournir aux groupes vulnérables une aide qui soulage à long terme en vue de leur survie et leur réinsertion dans la communauté.
Bénéficiaires	Veuves et orphelins à Kinshasa et ses environs (500 personnes, principalement dans les communes de Ndjili et Masina)
Partenaires d'exécution	Ministère de la solidarité et des affaires humanitaires, ONEM, ONG locales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	480 000 US\$

Résumé

La ville de Kinshasa n'a pas été directement affectée par la guerre mais ses conséquences humanitaires y sont plus évidentes. Kinshasa et ses environs ont accueilli un grand nombre des personnes déplacées, qui augmentent sa population à plus de 6 millions de personnes. Ce fait, ajouté à la destruction de l'économie régionale et nationale durant les années de guerre, a conduit à accroître le chômage et les coûts des services de base comme l'alimentation, la santé et l'éducation. Le manque de perspective économique et le bas niveau des conditions de vie constituent un problème spécialement pour les veuves et les orphelins des militaires, qui se trouvent dans une situation où il n'y a aucune aide.

Le but du projet est d'améliorer la situation des veuves ; les former et les assister dans la mise en place de petits commerces ; réintégrer les orphelins dans les structures sociales et pourvoir à leur besoin en éducation.

Principales activités

- Formation de veuves à une activité d'autosuffisance.
- Suivi et assistance aux micro-entreprises.
- Placement des orphelins dans des institutions locales.
- Assistance pour l'éducation et la réintégration.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	40 000
Réintégration et éducation (200 enfants)	200 000
Projets générateurs de revenus (300 femmes)	150 000
Coûts administratifs / formation	90 000
TOTAL	480 000

PROTECTION, DROITS DE L'HOMME ET PRINCIPES LÉGAUX

Agence	ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)
Titre du projet	Retour des réfugiés et réhabilitation des infrastructures communautaires dans le Nord-Est du Katanga (Pweto)
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL07
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Réhabilitation des infrastructures, assistance au rapatriement
Bénéficiaires	Réhabiliter les routes et infrastructures pour faciliter le retour des réfugiés
Partenaires d'exécution	40,000 réfugiés venus de la Zambie
Durée du projet	HCR, Gouvernement de la RDC, autorités provinciales
Budget total	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	1 508 000 US\$

Résumé

Le territoire du Nord Katanga a été sévèrement affecté par la guerre de 1998 à 2000 et a connu un exode de la population. Un premier projet (Pweto I), réalisé en 2002-2004, a aidé à initier le mouvement de retour de populations déplacées dans le territoire à travers la réhabilitation des infrastructures ; routes, ponts, écoles, centres de santé, l'eau, assistance sanitaire et agricole. Ce deuxième projet complétera et facilitera les aspects logistiques du rapatriement volontaire de Congolais réfugiés en Zambie aussi bien que des personnes déplacées dans le Katanga.

Le projet vise à améliorer l'accès par route dans la région, par la réhabilitation du réseau routier autour de Pweto – Moba – Kalemie et à créer des emplois en recourant aux entreprises locales dans la réalisation des travaux.

Principales activités

- Evaluation de l'opération au Nord de Pweto.
- Amélioration de l'accès aux routes et ponts.
- Transport de réfugiés de la Zambie vers leurs communautés d'origine ou de leur choix en RDC (en coordination et sur demande du HCR).

Résultats attendus

Un processus de retour sûr, en ordre et efficace en pleine coopération avec le HCR et les agences des Nations Unies, les ONG, le Gouvernement de la RDC et les pays hôtes, dans le but de garantir à l'OIM l'accès et l'assistance des bénéficiaires cibles.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Missions d'évaluation (8 semaines)	150 000
Ressources humaines	148 000
Coûts de mise en oeuvre	1 060 000
Coûts administratifs	150 000
TOTAL	1 508 000

Agence	FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME (UNIFEM)
Titre du projet	Promouvoir les droits des femmes dans un contexte de violences sexo-spécifiques et VIH /SIDA
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL08
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Réduire l'incidence des violences sexo-spécifiques et du VIH/SIDA
Bénéficiaires	3000 femmes et filles victimes de violences sexuelles et infectées par le VIH/SIDA
Partenaires d'exécution	Ministères de la Condition Féminine et Famille, de la Santé, des Droits Humains, Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, MONUC, UNFPA, UNICEF, PNUD, réseaux et ONG féminines, Synergie sur les violences sexuelles.
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	594 000 US\$

Résumé

Conformément aux priorités déterminées, ce projet vise à réduire les violences sexuelles faites aux femmes et à renforcer les capacités communautaires d'intervention en techniques d'accompagnement psychosocial des femmes victimes de violence sexuelle afin de promouvoir les droits des femmes à la protection. Le projet sensibilisera et soutiendra les femmes et filles victimes de violences sexuelles et infectées par le VIH/SIDA à travers leurs réseaux communautaires. La contribution des intervenants majeurs en RDC sera recherchée sous la coordination de l'UNIFEM et son soutien technique en association avec d'autres agences de l'ONU. Un soutien technique et financier sera fourni aux organisations et aux réseaux des femmes de contrepartie basées au niveau communautaire afin d'assurer l'appropriation et la durabilité à long terme.

Principales activités

- Formation soutenue en plaidoyer pour les ONGs locales, les organisations et réseaux féminins, les juridictions locales, sur les questions sexo-spécifiques, sur les droits et le VIH/SIDA.
- Traduction et distribution des textes régissant les droits des femmes.
- Soutien aux Centres Multifonctionnels et aux Centres d'écoute existants.
- Organisations des campagnes de sensibilisation contre les violences sexuelles.

Résultats attendus

- Les bénéficiaires outillés en technique de counselling et détraumatisation pour un accompagnement psychosocial de victimes de violence sexuelle.
- Une meilleure connaissance des textes régissant les droits des femmes.
- 500 copies des textes régissant les droits des femmes distribuées dans chaque province d'intervention.
- Les notions fondamentales sur les IST et VIH /SIDA sont connues; réduction du rejet et de la stigmatisation et des personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	200 000
Coût de mise en œuvre	300 000
Coût de fonctionnement	100 000
Coût administratif	60 000
Sous-total	660 000
Moins ressources disponibles	66 000
TOTAL	594 000

Agence	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
Titre du projet	Protection et sécurisation des déplacés de guerre
Code du projet	DRC-05/P/HR/RL09
Secteur	Protection, droits de l'homme et principes légaux
Objectif	Protection et sécurisation d'environ 200 000 déplacés.
Bénéficiaires	Environ 200 000 personnes déplacées des zones prioritaires retenues par le groupe consultatif humanitaire (en priorité Katanga, Equateur et Sud Kivu)
Partenaires d'exécution	ONG, autorités locales, et agences du système des Nations Unies
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	1 500 000 US\$

Résumé

Le bilan très lourd des années de conflit en RDC est estimé à trois millions de morts (en majorité des civils); des millions de veuves et orphelins ; les déplacements massifs de population (environ 2,7 million de déplacés installés dans quelques 2 000 sites de fortune) du fait de l'insécurité, de la peur provoquée par les pillages, les massacres et autres violences.

Depuis août 2003, la RDC est entrée dans une phase de post-conflit et de transition vers la normalisation et la démocratisation. Dans ce contexte, apporter une réponse urgente et concertée à la question des déplacés est une impérieuse nécessité. En effet, les déplacés vivent dans des conditions très précaires et continuent d'être victimes de l'insécurité, de violences multiformes, de l'incertitude quant à leur devenir dans la dynamique de normalisation. De la résolution durable de la question des déplacés dépend dans une large mesure la réussite du processus de normalisation et de démocratisation.

Le projet a comme objectif la protection et la sécurisation d'environ 200 000 déplacés. Le projet envisage de résoudre les problèmes humanitaires récurrents des déplacés afin de réunir rapidement les conditions pour leur retour et/ou leur réinsertion dans la vie sociale et productive. Le groupe consultatif humanitaire, initiateur du projet, assurera son pilotage.

Principales activités

- Protection médicale, sociale et l'encadrement psychologique, à travers l'organisation de la sécurité dans les sites ; l'installation de centres d'écoute et de conseil ; l'assistance judiciaire aux déplacés victimes de violences multiformes.
- Sécurisation des déplacés, à travers : le recensement des déplacés et de leurs besoins ; la distribution de vivres, kit – santé et habits ; la sensibilisation des déplacés et des communautés d'accueil (notamment aux maladies sexuellement transmises / SIDA); l' appui au retour.

Indicateurs

- Nombre des personnes protégées et sécurisées.
- nombre des sites appuyés.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Sous contrat Protection/sensibilisation/sécurisation	1 200 000
Encadrement (experts intern/nationaux/personnel d'appui	200 000
Fournitures et équipements	100 000
TOTAL	1 500 000

ÉDUCATION

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Éducation de base dans l'urgence
Code du projet	DRC-05/E01
Secteur	Éducation
Objectif	Faciliter l'accès des déplacés et autres enfants affectés par les conflits armés ou les calamités naturelles à l'enseignement primaire et à des programmes d'éducation de base de qualité
Bénéficiaires	200 000 enfants en âge scolaire (6-11 ans), dont 100 000 filles; 10 000 adolescents déscolarisés (9-15 ans), dont environ 50% de filles ; 6 700 enseignants ; 670 directeurs d'école ; 20 inspecteurs chef de pool et 17 inspecteurs itinérants; 2 010 membres de comités de parents d'élèves (3 membres par COPA)
Partenaires d'exécution	UNESCO, PAM, PNUD, NRC, CARITAS, CRS, AVSI, CESVI, Oxfam GB, Save the Children, CARE, IFESH, IRC, EPSP
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Budget total	3 500 000 US\$
Fonds requis	2 698 864 US\$

Résumé

En 2005, la stratégie de l'UNICEF sera adaptée aux changements au pays en conformité avec le CHAP. Un accent particulier sera mis sur l'établissement de liens entre le programme d'urgence et le programme régulier, à travers la prise en charge et l'intégration des écoles antérieurement sous l'urgence dans le programme régulier. Ce projet vise à poursuivre les efforts de l'UNICEF dans le domaine de l'éducation en urgence.

Principales activités

- Approvisionnement en fournitures scolaires de base pour élèves, en matériel didactique pour enseignants et en matériel de gestion pour les écoles.
- Réhabilitation des infrastructures, y compris mise en place/réhabilitation de latrines et de points d'eau
- Formation en pédagogie et en life skills (genre/équité, prévention du VIH, paix et tolérance, etc.)
- Mobilisation et participation communautaire à la gestion des écoles
- Suivi et évaluation

Indicateurs

- Taux Net d'Admission (TNA) dans les zones ciblées.
- Taux Net de Scolarisation dans les zones ciblées.
- Nombres d'écoles dont les infrastructures (salles de classes, latrines et les points d'eau) ont été réhabilitées.
- Nombre d'élèves ayant reçu les fournitures scolaires.
- Nombre d'enseignants ayant reçu du matériel scolaire.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Approvisionnement en fournitures scolaires de base pour élèves, en matériel didactique enseignants et en matériel de gestion pour école	875 000
Réhabilitation des infrastructures (salles de classe, latrines, points d'eau, etc.)	500 000
Formation en pédagogie et en "life-skills" (genre, VIH, paix et tolérance, etc.)	250 000
Mobilisation sociale et la participation communautaire à la gestion des écoles	125 000
Suivi et l'évaluation	125 000
Suivi et monitoring UNICEF	125 000
Coûts logistique et support	375 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	323 864
TOTAL	2 698 864

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

SÉCURITÉ DU PERSONNEL ET DES OPÉRATIONS

Agences	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ (UNSECOORD)
Titre du projet	Maintenir la sécurité à l'est de la RDC
Code du projet	DRC-05/S01
Secteur	Sécurité du personnel et des opérations
Objectif	Assurer la sécurité du personnel et des biens des Nations Unies et des ONG
Bénéficiaires	Agences des Nations Unies et ONGs dans les sites concernés
Partenaires d'exécution	MONUC et toutes les agences humanitaires
Durée du projet	Janvier– décembre 2005
Fonds Requis	660 000 US\$

Résumé

L'est du pays est demeuré pendant longtemps le théâtre de violences due à la présence de groupes armés incontrôlés et des forces armées régulières des pays voisins. La situation dans l'Ituri et singulièrement à Bunia reste incertaine et imprévisible. On constate une certaine nervosité au sein des milices de l'UPC, le FNI et le FAPC suite à leur demande d'intégrer l'armée nationale. L'enlèvement d'un soldat marocain le 2 septembre 2004, relâché cinq jours après, est un signe de malaise qui couve au sein de ces différents groupes armés. Le sous-bureau sécurité qui existe depuis le mois de novembre 2003 est appelé à sécuriser les activités des agences humanitaires sur le terrain dans un environnement où les conditions sécuritaires sont très volatiles.

En revanche, dans le Sud-Kivu et particulièrement à Bukavu la situation se normalise progressivement. Les localités de Kalehe, Minova où s'étaient retranchés les dissidents de Nkunda et Nyabibwe ont été reprises, sans combat, par les éléments de la 10ème régiment militaire (RM). A Bukavu, l'insécurité persiste et des échanges de coups de feu sont souvent entendus, la nuit, dans les quartiers périphériques entre bandits et les patrouilles de la 10ème RM. Le sous-bureau sécurité de Bukavu devrait être maintenu pour sécuriser les personnels et les activités des Nations Unies.

Dans le Sud-Kivu et particulièrement à Uvira la sécurité reste précaire en dépit d'un calme relatif observé. Les massacres du camp de Gatumba au Burundi, frontalier avec la RDC, ont relevé d'un cran la tension dans la région. On signale en outre sur l'axe Uvira – Bukavu des affrontements entre les rebelles rwandais et des éléments FARDC. Les populations locales, bénéficiaires des activités des humanitaires, subissent des exactions de toutes sortes. L'implantation d'un sous-bureau sécurité à Uvira s'avère d'une impérieuse nécessité pour sécuriser le personnel des Nations Unies dans leurs activités humanitaires en faveur des populations vulnérables.

Principales activités

- Installer une salle de radio pour maintenir un contact permanent avec l'ensemble du personnel UN et les informer sur la situation sécuritaire et les précautions à prendre.
- Mettre en place un détachement de police.
- Equiper le sous-bureau d'un véhicule 4x4.
- Rédiger un Plan de sécurité qui réponde aux réalités du terrain.

Résultats attendus

- Un partage de l'information 24h/24 sur les mesures sécuritaires.
- La sécurité du personnel et des biens des Nations Unies assurée.
- Le temps d'intervention en cas d'appel de détresse réduit.
- Un fonctionnement efficient du service de sécurité.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Ressources humaines	72 000
Coût mission officielle	18 000
Coût équipement bureau	300 000
Frais de fonctionnement	270 000
TOTAL	660 000

COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN

Agence	BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)
Titre du projet	Coordination de l'aide humanitaire
Code du projet	DRC-05/CSS01
Secteur	Coordination et services de soutien
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les organisations humanitaires à formuler leurs réponses dans un Cadre Humanitaire Commun • Faciliter la décentralisation de la coordination de l'aide humanitaire • Mettre en place des actions de plaidoyer actif pour élargir l'espace humanitaire • Fournir une information précise, rapide et actualisée ainsi qu'une analyse de la situation humanitaire en RDC dans le dessein de permettre une prise de décision adéquate
Bénéficiaires	Les populations vulnérables de la RDC, le système des Nations Unies, les ONG, les bailleurs, le gouvernement.
Partenaires d'exécution	La communauté humanitaire
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds Requis	7 496 000 US\$

Résumé

La principale activité de OCHA en 2005 est de soutenir le Coordonnateur Humanitaire dans ses fonctions de coordination des organisations humanitaires dans leurs réponses aux urgences complexes et aux désastres naturels.

Principales activités :

- Fournir régulièrement une information et une analyse sur les événements majeurs ayant des conséquences sur les populations civiles au Coordonnateur Humanitaire, aux organisations humanitaires, au Groupe Restreint de Suivi (Humanitarian Advocacy Group - HAG) et aux autres acteurs concernés ;
- Formuler et aider à la mise en œuvre et au suivi d'une stratégie commune, de plans de contingence et de plans d'action afin de pouvoir répondre aux besoins les plus urgents ;
- Faciliter la coordination de la réponse en assistance et en protection aux populations déplacées et retournées ;
- Conduire des missions d'évaluation multi sectorielles/inter-agences ;
- Soutenir les mécanismes de coordination sectorielle ;
- Ouvrir des antennes de coordination dans les zones reculées et/ou nouvellement affectées (Fizi, Moba, Manono, Lubutu, Lubero...) et mettre en place un réseau de points focaux de coordination ;
- Renforcer et développer des mécanismes de réponse rapide (par ex. EHI / RRF) ;
- Plaider pour une distribution plus équitable des ressources selon les priorités des besoins ;
- Négocier et plaider auprès des autorités, des groupes non officiels, des Agences de l'ONU, de la MONUC, des ONG, du gouvernement, et des bailleurs dans le but d'assurer la protection des mandats et des principes humanitaires ;
- Développer le Cadre Humanitaire Commun ;
- Améliorer la qualité et la diffusion de l'information sur les besoins, les réponses et les financements en affinant les outils de l'information (GIS, base de données, website).

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coût du personnel	4 368 488
Coût de fonctionnement	1 987 140
Equipements Standards de sécurité (communication, véhicules, bureaux)	278 000
Coût total du projet	6 633 628
13 % coût de programme	862 372
TOTAL	7 496 000

COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN

Agence	BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)
Titre du projet	Mécanisme de réponse rapide
Code du projet	DRC-05/CSS02
Secteur	Coordination et services de soutien
Objectif	Améliorer la capacité des humanitaires dans l'urgence. Assurer une coordination et une gestion efficace des actions humanitaires. Accroître et consolider l'accès humanitaire
Bénéficiaires	3 millions de personnes déplacées, retournées et victimes de la guerre
Partenaires d'exécution	Organisations humanitaires
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds Requis	3 038 500 US\$

Résumé

Les Mécanismes de Réponse Rapide, initié en 1999 avec le Fonds des Interventions Humanitaires d'Urgence (Emergency Humanitarian Interventions – EHI), a pour objectif l'amélioration des capacités de réponse rapide dans les urgences humanitaires des Agences des Nations Unies et des organisations humanitaires en général.

En 2004, plus de 1 800 000 US\$ ont été dépensés sur le fonds EHI pour permettre la réalisation de nombreuses interventions humanitaires et missions d'évaluation inter Agences/ONG. Le fonds EHI a ainsi permis d'améliorer l'accès en RDC et la réalisation d'interventions humanitaires capitales pour la survie des plus vulnérables. Les crises qui ont secoué la RDC en 2004 ont contribué à une détérioration rapide de la situation humanitaire et ont souligné certaines lacunes de la communauté humanitaire à répondre à de nouvelles crises complexes et dans des conditions de sécurité souvent précaires.

Pour faire face à ce nouveau contexte, le Coordonnateur Humanitaire, avec le soutien d'OCHA, de l'UNICEF et de DFID, a proposé la mise en place d'un Fonds de Réponse Rapide (Rapid Response Fund - RRF) capable de fournir aux organisations humanitaires les moyens financiers et matériels indispensables pour répondre à temps et efficacement aux nouvelles crises humanitaires. Le fonds RRF sera donc complémentaire à EHI car il couvrira en plus des coûts logistiques et, en partenariat avec l'UNICEF, d'autres coûts tels que le personnel, les intrants humanitaires, le matériel sécuritaire ou de communication, tout en réduisant encore les délais de préparation des interventions. Une équipe multisectorielle de réponse rapide (RRT) sera basée en RDC pour répondre dans les plus brefs délais aux situations d'urgence.

Les mécanismes de réponse rapide (EHI et RRF) vont concentrer leurs actions au soutien des trois piliers définis par la communauté humanitaire, en facilitant le déploiement des acteurs humanitaires, en fournissant une assistance efficace, tout en soutenant également les programmes humanitaires existants, et lorsque nécessaire, en facilitant/soutenant la réponse de l'état à la crise humanitaire.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Missions d'évaluation Inter agences ONU/ONG (EHI)	250 000
Accès et interventions humanitaires (EHI)	1 100 000
<i>Total 1</i>	<i>1 350 000</i>
Déploiement des équipes d'urgences (RRF)	210 000
Acheminement de l'aide d'urgence (RRF)	1 290 000
Coût du personnel (RRF)	100 000
<i>Total 2</i>	<i>1 600 000</i>
<i>Sous-total (1 et 2)</i>	<i>2 950 000</i>
Coûts de fonctionnement	88 500
TOTAL	3 038 500

COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN

Agence	Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Titre du projet	Service aérien pour les opérateurs humanitaires en RDC
Code du projet	DRC-05/CSS03
Secteur	Coordination et services de soutien
Objectif	Assurer la mobilité du personnel des agences des Nations Unies, des ONG, bailleurs de fonds et autres personnels humanitaires aux fins d'une meilleure efficacité/rapidité de l'assistance
Bénéficiaires	Bénéficiaires directs : le personnel humanitaire en RDC Bénéficiaires indirects : les bénéficiaires de l'aide humanitaire en RDC
Partenaires d'exécution	N/A
Durée du projet	Janvier – septembre 2005
Budget total	2 958 000 US\$
Fonds requis	2 218 500 US\$

Résumé

Le service aérien humanitaire géré par le PAM bénéficiera à tous les personnels humanitaires présents en RDC, y compris les ONG et les donateurs, et par extension à l'ensemble de l'action humanitaire en RDC. Il permettra un accès sûr, fréquent et rapide du personnel aux zones ciblées par l'action humanitaire, entre elles et à partir de la capitale. Le service permettra également l'acheminement de petites quantités de fret humanitaire en urgence.

Le service, en partie financé par ses utilisateurs directs (le montant prévisionnel de ce financement est exclu du présent appel de fonds), comprendra deux appareils d'une capacité totale de 45 à 60 passagers. Le premier appareil effectuera deux vols aller-retour par semaine entre Kinshasa et Bukavu en desservant trois destinations intermédiaires. Le second appareil desservira la façade Nord-Est du pays à partir de Bukavu, cinq jours par semaine.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coûts opérationnels directs	1 782 300
Coûts de soutien directs	291 100
Coûts de soutien indirects (7%)	145 140
TOTAL	2 218 500

LUTTE ANTI-MINES

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Déminage et éducation aux risques des mines
Code du projet	DRC-05/MA01
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Réduire l'incidence des accidents liés aux mines et munitions non explosées (UXO) dans six provinces
Bénéficiaires	300 000 personnes vivant dans six provinces affectées par les mines : Sud et Nord Kivu, Katanga, Province Orientale, Maniema et Equateur
Partenaires d'exécution	UNICEF, autorités locales et provinciales en collaboration avec les agences de l'ONU (UNMAS) et ONG (HIB, MAT, FSD, ATA, ADRA, OPAM, Tosalisana, Jeunesse du Monde, ADIC)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	1 022 727 US\$

Résumé

Ce projet a pour but de renforcer et d'étendre la lutte contre les mines en République Démocratique du Congo. Il va contribuer au développement des activités de déminage en cours dans les zones du pays les plus affectées par les mines et renforcer la capacité des communautés à faire face au danger des mines et UXO's à travers les activités d'éducation contre le danger des mines.

Principales activités

- Mettre en oeuvre des activités de sensibilisation et d'éducation contre le danger des mines dans les six provinces à partir des écoles, des églises et des autres structures communautaires (l'éducation aux risques des mines (MRE) sera une composante de tous les programmes de l'UNICEF en cours durant la période 2003-2005).
- Aider au développement des actions de déminage dans les provinces Equateur, Maniema, Katanga et Province Orientale.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Kit Education	200 000
Support à la lutte antimines (Identification, Détonation, Déminage et Marquage)	200 000
Formation de formateurs (MRE)	500 000
Coûts indirects de l'appui au programme*	122 727
TOTAL	1 022 727

* Le taux actuel de recouvrement individuel sera calculé sur base de la Décision du Conseil Exécutif 2003/9 de 5 juin 2003.

LUTTE ANTI-MINES

Agence	MINES AWARENESS TRUST (MAT)
Titre du projet	Dépollution des mines et UXOs en Equateur, Province Orientale et Katanga
Code du projet	DRC-05/MA02
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Retirer les résidus de guerre qui posent une menace directe pour les populations vivant dans les zones affectées
Bénéficiaires	Communautés vivant dans des zones contaminées dans les provinces de l'Equateur, Province Orientale et le Katanga ; réfugiés et déplacés retournant vers leurs villages
Partenaires 'exécution	UNMACC (United Nations Mine Action Coordination Centre)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	1 579 681 US\$

Résumé

Le projet a pour but de retirer des engins explosifs posant une menace directe aux communautés vivant dans les zones affectées ; diminuer les restrictions dues aux contaminations par mines/UXOs; augmenter les potentialités des communautés locales en dépolluant les infrastructures vitales (points d'eau..)

Principales activités

- Evaluation technique des zones suspectes.
- Marquage des champs de mines.
- Enlèvement et destructions des mines et UXOs.
- Dépollution des zones de haute priorité comme les points d'eau, les écoles et les aires de jeux.
- Collecte des données et étude de l'impact socio-économique des mines.

Résultats attendus

- Réduction des accidents causés par les mines/UXOs.
- Réduction du nombre de zones suspectes suite à une évaluation technique.
- Ouverture de routes au profit des agences humanitaires.
- Facilitation du retour des réfugiés et déplacés.
- Augmentation des capacités nationales par la formation du personnel local.
- Relance des activités économiques et le rétablissement des structures sociales dans les zones traitées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel national	305 808
Personnel international	571 200
Coût capital	437 500
Opérations	148 160
Frais généraux	117 013
TOTAL	1 579 681

LUTTE ANTI-MINES

Agence	FONDATION SUISSE POUR LE DÉMINAGE
Titre du projet	Lutte antimines au Sud Kivu
Code du projet	DRC-05/MA03
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Evaluation technique, déminage et éducation au danger des mines dans la province du Sud Kivu
Bénéficiaires	Populations des zones affectées du Sud Kivu en général ; soldats démobilisés, femmes et ex-enfants soldats
Partenaires d'exécution	N/A
Durée du projet	Janvier 2005 – décembre 2006
Budget total	3 678 000 US\$
Fonds requis	2 082 000 US\$

Résumé

Augmenter les capacités existantes en matière d'évaluation technique, de déminage et d'éducation au danger des mines plus particulièrement dans la province du Sud-Kivu.

Principales activités

- Recruter et entraîner le personnel national.
- Identifier les zones dangereuses et les méthodes adaptées de dépollution.
- Assister le MACC dans l'établissement d'un plan de déminage.
- Procéder aux opérations de déminage conformément aux priorités nationales.
- Conduire les activités de destruction d'UXOs et de stocks sur demande du MACC.
- Eduquer les populations cibles au danger des mines.
- Former le personnel des agences humanitaires aux mesures de sécurité.

Résultats attendus

- Créer des équipes multidisciplinaires capables de conduire des opérations d'évaluation technique, de déminage manuel et des tâches EOD.
- Augmenter la liberté d'action des populations locales et des agences d'aide.
- Réduire des accidents et incidents dûs aux mines.
- Créer des emplois pour les soldats démobilisés et ex-enfants soldats, ainsi que pour les femmes.

Résumé financier		
		US\$
Lignes budgétaires	2005	2006
Evaluation technique	540 000	
Déminage et éducation au danger des mines	1 470 000	1 560 000
Formations aux mesures de sécurité	72 000	36 000
TOTAL	2 082 000	1 596 000

LUTTE ANTI-MINES

Agence	COLLECTIF DES FEMMES ACTRICES DU DÉVELOPPEMENT ET DE DÉFENSE DES DROITS DE L'ENFANT, FEMMES ET MÈRES D'AFRIQUE (COLFADHEMA)
Titre du projet	Formation d'animateurs à la sensibilisation au danger des mines et des UXO
Code du projet	DRC-05/MA04
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Sensibiliser les cadres des provinces au danger des mines et des UXO et réduire le nombre de victimes de mines et UXO
Bénéficiaires	180 animateurs des provinces du Maniema et du Sud Kivu et les communautés de ces provinces (estimation : 250 000 personnes)
Partenaires d'exécution	UNMACC sous les auspices de l'UNMAS, COLFADHEMA
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	124 223 US\$

Résumé

Le projet vise à éduquer la population aux dangers des mines et des UXOs. Pour ce faire, ses objectifs sont les suivants:

- Contribuer au renforcement des compétences des autorités locales et du personnel local pour la sensibilisation de la population en matière d'information et de comportement sur le danger des mines et des UXO;
- Réduire le nombre de victimes de mines et d'UXO.

Principales activités

- Former les cadres animateurs d'éducation au danger de mines et d'UXOs.
- Fournir les outils de formation, d'information et de sensibilisation aux équipes formées.

Résultats attendus

- Un groupe de 180 cadres animateurs formés à l'éducation au danger des mines et des UXOs (90 cadres par province).
- Education au danger des mines, des UXOs et outils pour 28 structures (ONG).
- Sensibilisation de 250 000 habitants des deux provinces sur le danger des mines et des UXOs.
- Réduction du nombre de victimes et de l'ignorance du danger posé par les mines et les UXOs.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coût fixe	38 430
Coût opérationnel et formation	74 500
Imprévis (10%)	11 293
TOTAL	124 223

LUTTE ANTI-MINES

Agence	UNITED NATIONS MINE ACTION SERVICE (UNMAS)
Agence	Bureau des Nations Unies de la lutte antimines (UNMAS)
Titre du projet	Campagne de sensibilisation au danger des mines / UXOs
Code du projet	DRC-05/MA05
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Prise de conscience des risques liés aux mines et munitions non explosées par les autorités et populations des zones affectées
Bénéficiaires	Les communautés des zones affectées du pays
Partenaires d'exécution	Jeunesse du Monde, Action pour le développement Intégral de la collectivité d'Itombwe, Tosalisana
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	50 797 US\$

Résumé

Ce projet vise à faire en sorte que les autorités locales et les communautés prennent conscience des risques liés aux mines et UXOs ; réduire la fréquence des accidents liés aux mines/UXOs.

Principales activités

- Formation de formateurs (MRE).
- Education aux risques des mines/UXO parmi les communautés affectées.
- Réalisation de séries de sketches radiodiffusés sur les stations de radios locales.
- Production et distribution d'affiches, posters, et documents support.

Résultats attendus

- Prise de conscience des risques liés à la présence de mines/UXOs parmi les communautés affectées.
- Réduction du nombre d'accidents liés aux mines/UXOs.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel	18 340
Equipements et opérations	30 411
Frais généraux	2 046
TOTAL	50 797

LUTTE ANTI-MINES

Agence	UNITED NATIONS MINE ACTION SERVICE (UNMAS)
Titre du projet	Pré-enquête sur l'impact des mines et des UXOs
Code du projet	DRC-05/MA06
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Évaluation des zones contaminées et de l'impact des mines et munitions non explosées sur les populations en RDC
Bénéficiaires	Communautés affectées par les mines et les munitions non explosées (UXO)
Partenaires d'exécution	Vietnam Veterans of America Foundation (VVF) et autres ONG opérant en RDC
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	2 071 400 US\$

Résumé

Les objectifs du projet sont:

- Réaliser une pré-enquête sur l'impact des mines et munitions non explosées sur les populations en RDC;
- Fournir des données fiables pour établir un plan stratégique et opérationnel d'élimination ou de diminution de l'impact des mines et munitions non explosées sur les populations en RDC;
- Supporter les autorités nationales Congolaises et les Nations Unies dans l'établissement du processus électoral par la transmission régulière d'informations pertinentes relatives aux communautés et zones dangereuses.

Principales activités

Par l'intermédiaire de l'établissement d'une unité de coordination (CACU) et de 15 équipes d'enquêteurs :

- Développer la capacité de gestion de l'information (IT/GIS) du CACU;
- Formation des équipes d'enquêteurs et le personnel du MACC;
- Mener une enquête pilote;
- Mener une enquête sur la contamination des zones géographiques des bureaux de liaison électoraux;
- Collecter, vérifier et faire un relevé topographique des données.

Résultats attendus

- Evaluation des capacités opérationnelles de déminage en RDC ;
- Evaluation de l'impact des mines et UXOs sur les zones des bureaux de liaison électoraux ;
- Développer la base de donnée IMSMA du MACC en RDC;
- Construire une capacité nationale d'enquêteurs formés;

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel	534 600
Voyage	27 300
Équipement	311 300
Opérations	934 200
Frais généraux et administratifs	264 000
TOTAL	2 071 400

LUTTE ANTI-MINES

Agence	UNITED NATIONS MINE ACTION SERVICE (UNMAS)
Titre du projet	Urgence déminage en RDC
Code du projet	DRC-05/MA07
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Réduire la menace posée par les mines et par la présence de munitions non explosées (UXO) ainsi que soutenir les services de bases et les objectifs de développement au niveau communautaire
Bénéficiaires	Communautés affectées par les mines et les munitions non explosées (UXO)
Partenaires d'exécution	ONG opérant en RDC
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Budget total	3 245 000US\$
Fonds requis	3 245 000US\$

Résumé

Le but du projet est de:

Réduire la menace posée par les mines et la présence de munitions non explosées (UXO), ainsi que soutenir les services de base et les objectifs de développement au niveau communautaire.

Principales activités

Il s'agit de constituer 10 équipes mobiles ayant pour tâche la mise en œuvre d'évaluations techniques et d'opérations de déminage d'urgence en fonction des priorités définies par la pré-enquête d'impact des mines et UXO en RDC. Ces équipes opéreront en fonction des procédures d'opérations et lignes directrices fournies par le MACC RDC.

Résultats attendus

- Réduire rapidement le nombre de zones prioritaires
- Montrer à la population vivant aux abords des zones contaminées que leurs problèmes sont pris au sérieux
- Les zones n'ayant pas la priorité pour le déminage mais répertoriées comme contaminées devront être marquées et incluses dans la base de données pour un suivi ultérieur.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel international	1 710 000
Équipements	1 000 000
Opérations	240 000
Frais Généraux et administratifs	295 000
Total	3 245 000

LUTTE ANTI-MINES

Agence	UNITED NATIONS MINE ACTION SERVICE (UNMAS)
Titre du projet	Centre de lutte antimines en RDC
Code du projet	DRC-05/MA08
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Coordonner la lutte antimines en RDC et assister la mise en œuvre des actions de déminage d'urgence
Bénéficiaires	Communautés affectées par les mines et les munitions non explosées (UXO)
Partenaires d'exécution	Vietnam Veterans of America Foundation et autres ONG opérant en RDC
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	1 837 000 US\$

Résumé

UNMACC à l'intention de concevoir un programme de lutte antimines : concevoir un programme d'enquête d'urgence; concevoir un programme d'éducation au risque des mines; publier un manuel garantissant la qualité des procédures ; améliorer les relations entre partenaires dans la lutte antimines; et ouvrir d'un bureau régional.

Principales activités

- Concevoir et mettre en œuvre des activités liées à l'éducation aux risques des mines et au déminage.
- Collecter, partager et gérer les données et les informations.
- Promouvoir les normes techniques et de sécurité appropriées et s'assurer de la qualité des activités de déminage.
- Coordonner les activités des autres agences de lutte antimines.
- Continuer à être le point focal de la lutte antimines des Nations Unies en RDC.
- Coordonner les enquêtes techniques dans les zones d'opération pour vérifier les zones suspectes.
- Soutenir les autorités nationales dans le développement d'une stratégie nationale de lutte antimine.
- Coordonner la destruction des stocks de mines et UXO.

Résultats attendus

- Données fiables sur les victimes de mines/UXO et sur les zones dangereuses.
- Publication de procédures et standards de contrôle qualité.
- Amélioration de la fiabilité des données IMSMA, amélioration de l'analyse des informations, de la gestion des données et des besoins en cartographie.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel International	1 250 000
Personnel National	160 000
Equipements	60 000
Opérations	200 000
FRAIS GENERAUX	167 000
TOTAL	1 837 000

LUTTE ANTI-MINES

Agence	MINES AWARENESS TRUST (MAT)
Titre du projet	Éducation des communautés locales en Province Orientale et au Kananga aux risques des mines
Code du projet	DRC-05/MA09
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Diffuser des informations vitales au sein des communautés des zones contaminées par des restes de guerre (mines/UXOs)
Bénéficiaires	Communautés vivant dans des zones contaminées dans les provinces de l'Equateur, Province Orientale et le Katanga ; réfugiés et déplacés retournant vers leurs villages
Partenaires d'exécution	UNMACC
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	541 610 US\$

Résumé

- Réduire le nombre d'accidents et diminuer les restrictions sur les communautés vivant dans des zones affectées par des mines/UXOs
- Former des formateurs capables de fournir une éducation de base aux risques liés aux mines culturellement adaptée à leur communauté.
- Former du personnel responsable de l'éducation aux risques des mines dans leur communauté.
- Fournir un appui technique et logistique aux formateurs locaux dans le but de créer une ONG de lutte antimines respectant les standards nationaux et internationaux (IMAS).
- Collecter des données.

Principales activités

- Éducation du public aux risques causés par les mines.
- Évaluation des besoins dans les provinces d'Equateur, Province Orientale et du Katanga.
- Éducation des communautés aux risques des mines.
- Collecte de données et investigation des accidents.

Résultats attendus

- Diminution du nombre d'accidents liés aux mines et UXOs.
- Communautés formées et ayant une stratégie pour faire face à la menace.
- Mise en place d'une agence de lutte antimines compétente avec son personnel local en place.
- Zones affectées et incidences socio économiques cartographiées.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel International	72 900
Personnel National	128 280
Equipements	130 220
Opérations	170 090
Frais généraux	40 120
TOTAL	541 610

Agence	KALEMBELEMBE ORTHOPEDIC CENTER (KOC)
Titre du projet	Assistance médicale et orthopédique aux victimes des mines et des UXOS
Code du projet	DRC-05/MA10
Secteur	Lutte anti-mines
Objectif	Soutenir le programme national de réadaptation à base communautaire (PNRBC) pour la mise en place d'un atelier orthopédique
Bénéficiaires	Les victimes des accidents de mines et de munitions non explosées
Partenaires d'exécution	UNMACC sous les auspices de l'UNMAS, Centre Orthopédique de Kalembelembe
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	124 895 US\$

Résumé

L'objectif du projet est d'assurer la prise en charge médicale des victimes de mines et leur réadaptation en vue d'atteindre une autonomie sociale.

Principales activités

- Produire 50 prothèses par mois dont 10 distribuées gratuitement aux victimes de mines;
- Assurer la prise en charge médicale (consultation, radiologie et kinesthésique) des victimes de mines.
- Doter le centre d'une unité génératrice de revenus, renforcer sa capacité d'accueil et assurer la pérennité du projet.
- Former les techniciens et les gestionnaires aux techniques avancées de réadaptation physique et de gestion.

Résultats attendus

- Augmentation de la production des prothèses.
- Renforcement de la capacité de prise en charge du centre par les techniciens et des cadres administratifs.
- Amélioration de la prise en charge des victimes de mines et d'UXO.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel national (incluant la formation)	14 400
Coût fixe	88 355
Coût opérationnel	22 140
TOTAL	124 895

Agence	HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (UNHCR)
Titre du projet	Protection Internationale et Assistance Humanitaire de Base aux Réfugiés en République démocratique du Congo (RDC)
Code du projet	DRC-05/MS01
Secteur	Multi-secteur
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la structure et les procédures de protection des réfugiés en RDC en améliorant le système national d'asile ainsi qu'en sensibilisant le gouvernement et la société civile aux questions des réfugiés. • Organiser et faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais, rwandais et originaires d'autres pays. • S'assurer que tous les réfugiés souhaitant rester en RDC jouissent de la protection internationale de façon permanente. • En coopération avec le PNUD, la MONUC et la Banque Mondiale, soutenir les initiatives de Démobilisation, de Désarmement et de Réinsertion (DDR) ainsi que les Programmes de Réinsertion et de Démobilisation Multinationale (PRDM). • Soutenir le processus de réhabilitation de l'environnement dans les anciens camps/sites de réfugiés.
Bénéficiaires	169,466 réfugiés (janvier 2005) urbains et ruraux originaires des pays voisins, Angola et Rwanda notamment
Partenaires d'exécution	ADSSE, AIDES, ATLAS, CARITAS, CNR, CRS, ERUKIN, GTZ, IRC, OXFAM, RIFIDEC
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	17 054 107 US\$

Résumé

Pour assurer une protection internationale efficace des réfugiés en République démocratique du Congo, la principale stratégie de l'UNHCR consiste à perfectionner le système d'asile national, notamment en informant les organismes gouvernementaux et la société civile des droits des réfugiés. Dans ce même objectif, l'UNHCR entreprendra une série de mesures de renforcement des capacités et s'attachera à intégrer les questions de protection dans tous les aspects de son travail. De plus, l'Organisation renforcera ses partenariats avec les agences de l'ONU et les ONG compétentes, ainsi qu'avec certaines entités administratives, comme le ministère des Droits de l'homme et le ministère de l'Intérieur. Enfin, le champ d'application des solutions durables et le calendrier prévu à cet effet seront élargis et les limites des mandats clarifiés.

Activités principales

- Appui à la Commission Nationale des Réfugiés, et renforcement des capacités du gouvernement à protéger les droits des réfugiés;
- Formation et Sensibilisation des réfugiés, des dirigeants et des forces de la police;
- Solutions durables pour réfugiés en RDC: Rapatriement volontaire des réfugiés Angolais et Rwandais (transport/assistance), ou assistance à l'intégration locale pour les réfugiés qui ne peuvent pas être rapatriés;
- Assistance humanitaire aux réfugiés accueillis par la RDC;
- Services de santé et d'éducation pour réfugiés en RDC;
- Sensibilisation et activités pour la prévention de VIH/SIDA.

Coopération

Le Haut Commissariat nouera des partenariats nouveaux et renforcera ceux déjà existants avec les organismes gouvernementaux, la société civile, les ONG et les agences des Nations Unies aux fins de la protection des réfugiés. De plus, il renforcera sa coopération avec l'UNICEF et avec une ONG internationale pour assurer la protection des enfants réfugiés.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Programme	12 287 071
Coûts administratifs	4 767 036
TOTAL	17 054 107

Agence	HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (UNHCR)
Titre du projet	Retour et assistance à la réintégration initiale des réfugiés de la République Démocratique du Congo
Code du projet	DRC-05/MS02
Secteur	Multi-secteur
Thèmes	Retour des réfugiés et réintégration initiale
Objectifs	Faciliter le retour et la réintégration des réfugiés congolais originaires de la province de l'Equateur, et assister les réfugiés spontanément rapatriés dans l'Est de la RDC spécialement dans la province du Sud Kivu
Bénéficiaires	44 000 (dont 24 000 rapatriés dans la province de l'Equateur et 20 000 rapatriés spontanés dans l'Est de la RDC)
Partenaires d'exécution	AHA, ERUKIN/GTZ, ICG/GTZ, Atlas Logistique, AIDES, MSF, Commission nationale pour les réfugiés, autres ONG partenaires
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	15 604 492 US\$

Résumé

Depuis le milieu des années 90, des millions de Congolais ont cherché à fuir les combats qui opposaient des groupes rebelles au Gouvernement, dans un conflit qui a impliqué plusieurs pays voisins. Les mouvements des populations ont été importants. A ce jour, 2,3 millions de Congolais sont des déplacés à l'intérieur du pays et 390 000 se sont réfugiés principalement dans les pays limitrophes. L'espoir est revenu avec la transition et l'amélioration des conditions de vie dans la province de l'Equateur. Par conséquent, le HCR a commencé, en octobre 2004, à faciliter le retour volontaire à cette province de la République Centrafricaine. En plus, une aide d'urgence est apportée aux réfugiés retournés spontanément dans l'Est et qui sont estimés à 25 000 personnes.

Etant donné la divergence relative au degré de sécurité et des conditions socio-économiques dans les provinces du Congo, la stratégie de l'assistance au retour, en 2005, va être effective de façon séquentielle. Pendant que le HCR s'engagera activement pour le rapatriement librement consenti dans la province de l'Equateur, le retour dans la partie orientale de la RDC ne sera pas facilité. Cependant au Sud Kivu, le HCR fournira une assistance limitée au rapatriement spontané. Cette approche sera continuellement revue, afin de permettre à l'opération d'être flexible quant à une amélioration ou à une détérioration de la situation dans les zones de retour.

Les principales activités d'assistance aux rapatriés incluent: le transport de retour, le suivi en matière de protection, l'assistance à la réintégration initiale (les articles non alimentaires, les vivres, les abris, les soins de santé, l'eau potable, l'éducation, les activités génératrices de revenu). L'assistance à la réintégration initiale sera rendue effective en tenant compte d'une approche basée sur la communauté, en particulier au Sud-Kivu.

Résultat escompté: le retour volontaire, dans la sécurité et la dignité, et la réintégration initiale de quelque 24 000 réfugiés congolais dans la province de l'Equateur (de quelque 60 000 réfugiés accueillis par la République du Congo), ainsi que l'assistance aux 20 000 réfugiés spontanément rapatriés dans l'Est, spécialement dans le Sud Kivu.

Le budget requis pour le retour et la réintégration des réfugiés congolais inclut les dépenses prévues en République du Congo et en RDC.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	dollars E.-U.
Programme	14 406 311
Dépenses d'appui (7%) *	1 008 442
Coûts administratifs	189 739
TOTAL	15 604 492

*Les dépenses d'appui de 7% prélevées sur chaque contribution aux fins de remboursement des dépenses d'appui indirect engagées par l'UNHCR (terrain et Siège).

ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS

AAA	Action Agro Allemande (German Agricultural Action)
AC	Appel Consolidé
ACF	Action Contre la Faim
ACT	Action by Churches Together
ACTED	Agence d'aide à la Coopération Technique et au Développement
ADB	African Development Bank
ADIC- Itombwe	Action pour le Développement Intégral de la Collectivité d'Itombwe
ADRA	Adventist Relief Agency
ADSSE	Association pour le Développement Social et la Sauvegarde de l'Environnement
AEDKA	Action Socio-Economique pour le Développement du Kivu
AFDL	l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération
AIDES	Action et Intervention pour le développement et l'encadrement social
AIDS	Acquired Immuno-Deficiency Syndrome
ALISEI	Associazione per la cooperazione internazionale e l'aiuto umanitario
AMI	Aide Médicale Internationale
APIFE	Association pour la Protection des Intérêts des Femmes et des Enfants
APSME	Association pour la Sécurisation de la Mère et de l'Enfant
ARC	American Refugee Committee
ARV	Ante-Retroviral
ASF	Aviation Sans Frontières
ASRAMES	Association pour l'Approvisionnement en Médicaments Essentiels
AU	African Union
AVSI	Associazione Volontari per il Servizio Internazionale
BCAH	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)
BASICS	Basic Support for Institutionalizing Child Survival
BCC/SIDA	Bureau de Coordination Centrale/Sida
BCZS	Bureau Central de Zone de Santé
BIT	Bureau International du Travail
BOAD	Bureau d'Oeuvre pour l'action de développement
BDOM	Bureau Diocésain des Oeuvres Médicales
BPRM	Bureau of Population, Refugees and Migration
CA	Consolidated Appeal
CAM	Comité d'Aide Médicale
CAP	Processus de l'Appel Consolidé (Consolidated Appeal Process)
CAR	Central African Republic
CARE	Care International
CAREO	Centre des Abandonnés et de Réintégration des Enfants Orphelins
CARITAS	Caritas International
CC	Comité Consultatif
CCA	Common Country Assessment
CECI	Centre Canadien d'Etudes de Coopération Internationale
CELPA	Communauté des Eglises de Pentecôte pour l'Afrique
CEPAC	Communauté de Eglises Pentecôtistes en Afrique Centrale
CEPLANUT	Centre de Planification Nutritionnelle-Nutrition Planning Centre
CESVI	Cooperazione e Sviluppo
CHAP	Plan d'Action Humanitaire Commun (Common Humanitarian Action Plan)
CHC	Cadre Humanitaire Commun
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CIDI	Carrefour d'Idées pour le Développement Intégral
CNONGD	Conseil National des ONGs de Développement
CNR	Commission Nationale des Réfugiés
COFLOR	Coopérative des Fermiers de Logos Rhema
COLFADHEMA	Collectif des Femmes Actrices de Développement et de Défense des Droits de la Femme, des Enfants et des Mères en Afrique
COM	Cour d'Ordre Militaire
CONCERN	Concern
COOPI	Cooperazione Internazionale

CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CNR	Commission Nationale des Réfugiés
CNT	Centre Nutritionnel Thérapeutique
CNS	Centre Nutritionnel de Supplémentation
CPI	Commission de Pacification de l'Ituri
CPIA	Comité Permanente Inter-Agences
CPN	Culture of Peace Network
CPRK	Centre pénitencier et de rétention de Kinshasa
CRC	Croix Rouge Congolaise
CRS	Catholic Relief Services
CSB	Corn Soya Blend
CST	Centres de Supplémentation et Thérapeutiques
DFID	Department for International Development
DIH	Droit International Humanitaire
DDR	Désarmement Démobilisation et Réintégration
DDRRR	Disarmament, Demobilisation, Repatriation, Resettlement, Reintegration
DOCS	Doctors On Call for Services
DMT	Disaster Management Team
DRC	Désarmement et Réinsertion Communautaire (Ituri)
DRC	Democratic Republic of the Congo
EAFGA	Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés
ECHO	European Commission Humanitarian Office
EFA	Education for All
EHI	Emergency Humanitarian Intervention
EMOP	Emergency Operation
EOD	Explosive Ordnance Disposal
EPER SUISSE	Entraide Protestante Suisse
EPI	Expanded Programme of Immunisation
ERF	Emergency Response Fund
ERG	Emergency Response Group
ERUKIN	Encadrement des réfugiés urbains de la ville de Kinshasa
EU	European Union
EUB	Equipe d'Urgence de la Biodiversité
FAC	Forces Armées Congolaises
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAR	Forces Armées Rwandaises
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FAPC	Forces Armées Populaires du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FEWER	Forum on Early Warning and Early Response
FFT	Food-for-Training
FFW	Food-for-Work
FHI	Food for the Hungry International
FIDA	Fond International pour le Développement et l'Agriculture
FIVIMS	Food Insecurity and Vulnerability Information and Mapping System
FNI	Front des Nationalistes Intégrationnistes
FOLECO	Fédération des ONGs Laïques à Vocation Economique
FOMETRO	Fond Médical Tropical
FRV	Formulaires de Rapatriement Volontaire
FSD	Fondation Suisse pour le Déminage
FSO	Officier de Sécurité de Terrain (Field Security Officer)
FTS	Financial Tracking Service
GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunisations
GDP	Gross Domestic Product
GIS	Geographic Information System
GT	Groupe Thématique
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit

HAG	Groupe restreint de suivi humanitaire (Humanitarian Advocacy Group)
HIB	Handicap International – Belgium
HIS	Humanitarian Information Service
HIV	Human Immuno-Deficiency Virus
HCDH	Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
IAPSO	Inter-Agency Procurement Services Offices
IASC	Inter-Agency Standing Committee (voir CPIA)
ICC	Inter-Agency Coordination Committee
ICD	Inter-Congolese Dialogue
ICG	International Crisis Group
IDP	Internally Displaced Person
IEC	Information, Education, and Communication
IFES	International Foundation for Electoral Systems
IFESH	International Foundation for Education and Self-Help
IFRC	International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
IHL	International Humanitarian Law
ILO	International Labour Organization
IMC	International Medical Corps
IMF	International Monetary Fund
IMSMA	Information Management System for Mine Action
INERA	Institut National d'Etudes et Recherches Agricoles (National Institute of Agricultural Research)
IOM	International Organization for Migration
IPN	Institut Pédagogique National
IRA	Infection Respiratoire Aiguë
IRC	International Rescue Committee
IRIN	Integrated Regional Information Network
IST	infections Sexuellement Transmises
JMC	Joint Military Commission
JRS	Jesuit Refugee Service
KAPB	Knowledge, Attitudes, Practices and Behaviour
KOC	Kalembelembe Orthopaedic Centre
LPI	Life and Peace Institute
LTSH	Land Transport, Storage and Handling
LWF	Lutheran World Federation
MACC	Mine Action Coordination Centre
MAF	Mission Aviation Fellowship
MAT	Mine Awareness Trust
MCDA	Military and Civil Defence Asset
MDM	Médecins du Monde
MDRP	Multi-Country Demobilization and Reintegration Programme
MDTF	Multi-Donor Trust Fund
MEC	Medicos En Catastrophe
MEMISA	Medische Missie Samenwerking
MERLIN	Medical Emergency Relief International
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys
MINURCA	Mission des Nations Unies en République Centrafricaine
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo
MoH	Ministry of Health
Mol	Ministère de l'Intérieur
MONUC	Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
MOSS	Minimum Operating Security Standards
MRE	Mine Risk Education
MSF/B	Médecins Sans Frontières-Belgium
MSF/CH	Médecins Sans Frontières-Switzerland
MSF/F	Médecins Sans Frontières-France
MSF/H	Médecins Sans Frontières-Holland

MSP	Ministère de Santé Publique
MTCT	Mother to Child Transmission
NCC	National Crisis Committee (within the Minister of Health)
NDI	National Democratic Institute for International Affairs
NGO	Non-Governmental Organisation
NRC	Norwegian Refugee Committee
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
NU	Nations Unies
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
ODPI	Orphans Development Programme International
OFDA	Office of Foreign Disaster Assistance
OGS	Opération Goma Solidarité
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OIM	Organisations Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONGDH	Organisation Non-gouvernementale de droits de l'homme
ONGI	Organisation Non-gouvernementale Internationale
ONGN	Organisations Non-gouvernementale Nationale
ONU SIDA	United Nations Programme for HIV/AIDS
OPAM	Organisation des Producteurs Artisanaux de Minerais
ORS	Oral Rehydration Salt
OSAPY	Organisation pour la Sédentarisation, Alphabétisation et la Promotion des Pygmées
OTI	Office of Transition Initiatives
OVG	Goma Volcano Observatory
OXFAM/QUEBEC	Oxford Committee for Famine Relief/Québec
OXFAM/UK	Oxford Committee for Famine Relief/United Kingdom
PADEBU	Plate-forme de Développement de Bunyakiri
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAP/RDC	Programme D'Assistance aux Pygmées
PATS	Programme d'Appui Transitoire au Secteur de la Santé
PCF	Post-Conflict Fund
PDI	Populations déplacées internes
PEP	Post-Exposure Prevention
PEV	Programme élargi de vaccination
PHC	Primary Health Care
PICG-IGCP	Programme International de Conservation des Gorilles
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNLO	Programme National de Lutte contre l'Onchocercose
PNLS	Programme National de la Lutte contre le Sida
PNPPDH	National Plan of Human Rights Protection and Promotion
PNRBC	Programme national de réadaptation à base communautaire
PNSR	Programme National de Santé de la Reproduction
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSSP	Promotion de Promotion de Soins de Santé Primaire en zone de santé rurale
PRDM	Programme de Re-insertion et De Démobilisation multinationale
PRRO	Protracted Relief and Rehabilitation Operation
PRSP	Poverty Reduction Strategy Paper
PSF	Pharmaciens Sans Frontières
PU	Première Urgence
PUC	Programme d'urgence Congo
PUC-SA	Programme d'urgence Congo pour la sécurité alimentaire
QUIPs	Quick Impact Projects
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RH	Reproductive Health

RIFIDEC	Regroupement des institutions du système de financement décentralisé du Congo
SANRU	Soins de Santé primaires en milieu Rural
SC-UK	Save the Children-United Kingdom
SCF	Save the Children Fund
SERACOB	Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale
SFC	Supplementary Feeding Centre
SfCG	Search for Common Ground
SGBV	Sexual and Gender Based Violence
SHC	Stratégie Humanitaire Commune
SIDA	Syndrome Immunodéficience Acquise
SIH	Service d'information Humanitaire (HIS)
SISAN	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire Nationale
SMT	Security Management Team
SNCC	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SODEC	Solidarité pour le Développement Communautaire
SODECOM	Solidarité pour le Développement Communautaire du Maniema
SoDéRu	Solidarité Développement Rural
SPHERE	Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response
SPLA	Sudan People's Liberation Army
SPPM	Société de Prière pour la Paix Mondiale
SSP	Soins des Santé Primaires
SSS	Soins de Santé de Second
STD	Sexually Transmitted Disease
STI	Sexually Transmitted Infection
TBA	Traditional Birth Attendant
TFC	Therapeutic Feeding Centre
TSF	Terre Sans Frontières
UAMs	Unaccompanied Minors
UE	Union Européenne
UK	United Kingdom
UMCOR	United Methodist Committee on Relief
UN	United Nations
UNAIDS	United Nations Programme on HIV/AIDS
UNCT	United Nations Country Team
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNDP	United Nations Development Programme
UNDPA	United Nations Department of Political Affairs
UNDPKO	United Nations Department for Peacekeeping Operations
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNFPA	United Nations Population Fund
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNHAO	United Nations Humanitarian Affairs Officer
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women
UNMACC	United Nations Mine Action Coordination Centre
UNMAS	United Nations Mine Action Service
UNOPS	United Nations Office for Project Services
UNSC	United Nations Security Council
UNSECOORD	United Nations Security Coordinator
UNVs	United Nations Volunteers
UPEC	Unité de Production des Programmes d'Education Civique
USAID	United States Agency for International Development
UXO	Munitions non-explosées
VVF	Vietnam Veterans of America Foundation

WFP
WHO
WV
WWF

World Food Programme
World Health Organization
World Vision
World Wide Fund for Nature

Feuille d'appréciation des Appels Globaux

Si vous souhaitez faire des remarques, merci de remplir ce document et de nous l'envoyer par fax avant le 28 février 2005: Section CAP au +41-22-917-0368 ou par e-mail à CAP@ReliefWeb.int . Vos commentaires nous seront particulièrement utiles pour améliorer les appels globaux pour 2006. Merci pour votre collaboration.

Section CAP, OCHA

A quel appel global faites-vous référence?

1. Que pensez-vous de L'année 2004 en rétrospective?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
2. Le contexte et les besoins humanitaires sont-ils clairement présentés?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
3. Les plans de réponse répondent-ils aux besoins humanitaires?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
4. Les rôles et mécanismes de coordinations sont-ils clairement présentés?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
5. Les budgets sont-ils réalistes et cohérents avec les actions proposées?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
6. La présentation du document et son format sont-ils clairs?
Comment pourraient-ils être améliorés?

N'hésitez pas à ajouter une feuille supplémentaire si vous avez d'autres commentaires.

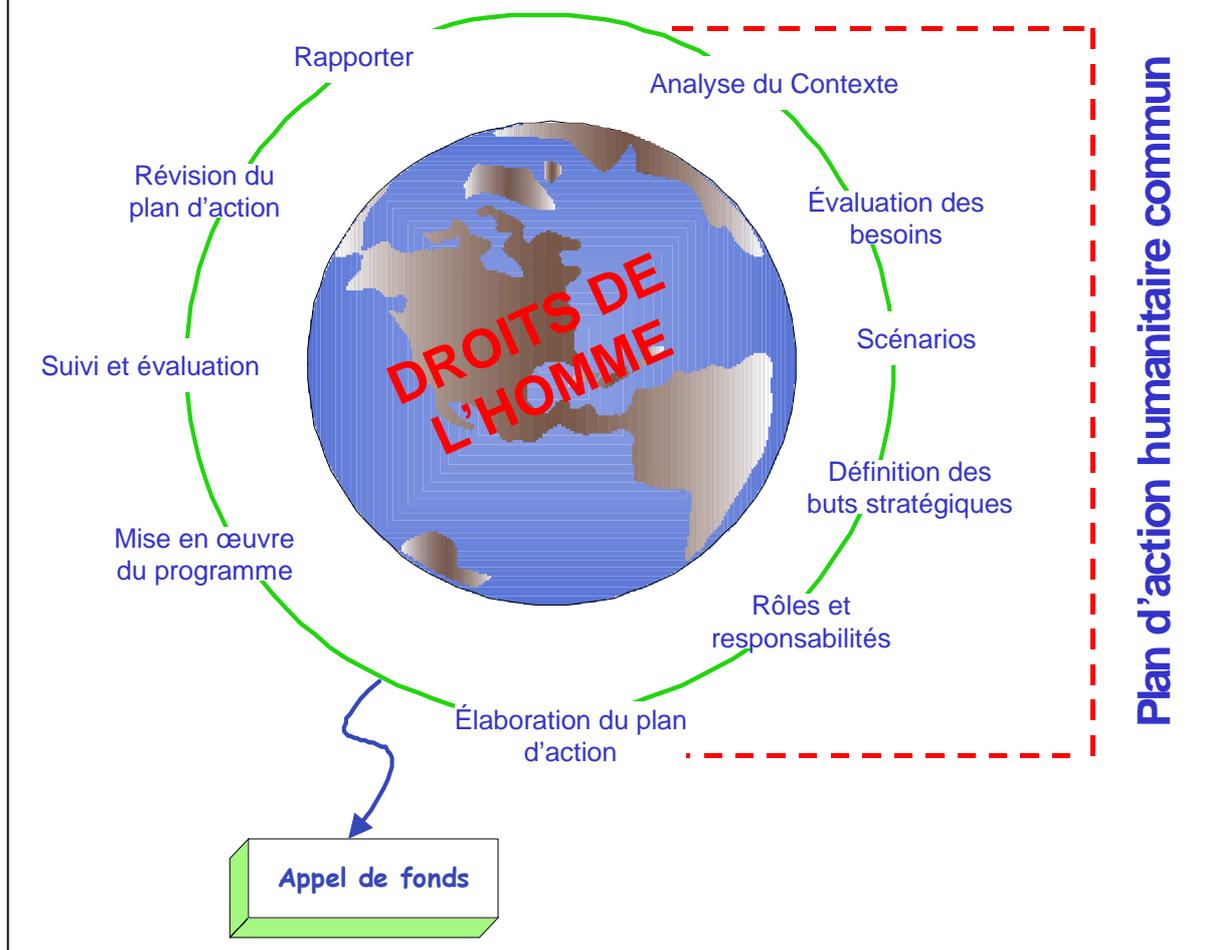
Nom:

Fonction et organisation:

Adresse e-mail:

Procédure d'appel global:

un cycle pour coordonner les programmes dans les urgences:



BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)

NEW YORK OFFICE
UNITED NATIONS
NEW YORK, N.Y. 10017
USA

BUREAU DE GENEVE
PALAIS DES NATIONS
1211 GENÈVE 10
SUISSE

TELEFAX: (1 212) 963.3630

TELEFAX: (41 22) 917.0368